

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

CONSTRUIRE, SANS PERMIS

UNE EUROPE DE TRAVAILLEURS LIBRES

Ce n'est certes pas le scrutin « européen » du 10 juin dernier qui marquera le début de cette construction. L'Europe des technocrates n'est pas l'Europe des travailleurs. Quels enseignements tirer de ce vote qui n'aient déjà été tirés ? Les nôtres ne sont peut-être pas tout à fait les mêmes que ceux qu'en France, chacun des partis de « la bande des quatre » a fait valoir pour son réconfort personnel.

Ce qui ressort d'abord, c'est évidemment l'importance des abstentions. En France, le parti des abstentionnistes (en n'y comprenant que ceux qui s'ajoutent aux abstentionnistes habituels) est sans doute celui qui a rallié le plus grand nombre de suffrages. Qu'exprimaient donc ces suffrages que les urnes n'ont pas exprimés ? De l'indifférence, de l'incompréhension ? Autre chose aussi que nous n'enregistrons qu'avec regret : l'absence d'esprit internationaliste, le repliement sur soi-même, sur sa nation, sa région peut-être. En France, le seul grand parti qui ait voulu donner une couleur un peu internationaliste à sa campagne, qui ait déclaré sa solidarité avec des partis « frères » d'autres pays, a vu diminuer un peu son audience électorale. Le parti communiste, faisant assaut de nationalisme et spéculant sur le vieux fond anti-allemand, a maintenu sa position autour de 20 % des suffrages. En Grande-Bretagne, c'est aussi un esprit insulaire, en tout cas n'ayant rien à voir avec l'internationalisme ouvrier, qui a donné 70 % d'abstentions et la victoire aux conservateurs. La tendance générale dans les neuf pays de ce qu'on appelle « la communauté » européenne, n'est pas allée vers la gauche.

L'Italie, qui vit dans les élections, fait un peu exception dans ce tableau général. Elle fait exception d'abord par une participation massive des citoyens à ce scrutin international. Elle fait exception aussi par l'application intégrale de la représentation proportionnelle. Grâce à cette honnêteté, les

petites formations seront représentées dans cette esquisse de parlement européen. Le parti d'extrême-gauche, dit « radical », libertaire et écologiste, aura trois députés. En France, avec un pourcentage plus élevé, les écologistes n'en auront aucun. Pas davantage la liste « Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe » (dite trotskyste) qui obtient 3 % des voix, soit quelque chose comme six cent mille suffrages exprimés.

DANS CE NUMERO :

- **L'Europe et les syndicats**
par R. GUILLORE
- **Contre le nucléaire :
continuons le combat**
par SANTEUIL
- **La R.P. devant la tragédie
espagnole**
par R. HAGNAUER
- **Avec Griffuelhes à Mazamet
en 1909**
par Yves DELAUNAY
- **Lettre d'Amérique**
par P. AUBERY

A-t-on réfléchi sur ce point : cette barre des 5 %, qui s'ajoute au barrage impitoyable de l'argent, signifie 1/20^e des suffrages exprimés, soit un million de voix. Il est significatif qu'en dépit de ce mode de scrutin truqué, les écologistes aient frôlé cette barre des 5 %, qu'ils l'aient même dépassée dans plusieurs départements, tandis que les formations d'extrême-gauche augmentaient en même temps leur influence.

Qui représentera vraiment la classe ouvrière européenne dans ce parlement où les technocrates vont être comme des poissons dans l'eau, comme des vibrions dans un bouillon de culture ? Il suffit déjà de lire la liste des « élus » et leur profession déclarée. Même le P.C.F. ne brille pas tellement par sa représentation effectivement ouvrière. C'est encore chez les social-démocrates allemands qu'il faut aller chercher le plus grand nombre d'élus se déclarant ouvriers. On y trouve même — et c'est là où commence la contestation — le « camarade » Vetter, président à la fois de la Centrale syndicale allemande et de la Confédération des syndicats européens. Nous tablons sur l'espoir qu'il va quitter ces deux fonctions et qu'il lui restera l'expérience acquise dans les luttes syndicales pour présenter et défendre à Strasbourg les revendications actuelles communes des travailleurs européens, en premier lieu la réduction du temps de travail.

En dehors de cela qui ne pourra être efficace qu'appuyé par des luttes concrètes, que pourra donner ce parlement qui, jusqu'à nouvel ordre, apparaît comme l'image incohérente d'une juxtaposition de délégations nationales, non comme l'expression commune d'une véritable union européenne ? Considérons déjà ce que font et ce que ne font pas ces conseils et commissions diverses, avec leurs milliers de fonctionnaires au statut privilégié. Ils n'ont pas même été capables de mettre sur pied une politique commune de l'énergie pouvant s'opposer à la fois au monopole des émirs arabes et à l'hégémonie des U.S.A. Chaque Etat, prétendu confédéré, préfère se tirer d'affaire sans se soucier du voisin. La politique monétaire est

un autre exemple de ce désordre entretenu. Mieux : ces frontières que l'on prétend abattre devant les hommes, les idées et les marchandises, on les renforce même devant les citoyens de « la communauté ». C'est ainsi que Ernest Mandel, professeur à l'Université libre de Bruxelles et un des leaders de la IV^e Internationale, s'est vu interdire le passage de la frontière française ! Il est citoyen de l'Europe communautaire et voici que ses déplacements se trouvent limités par l'arbitraire du ministre l'Intérieur d'un pays membre ! Celui-ci défendra au besoin les droits de l'homme... chez les autres.

Cette Europe n'existe pas. Il faut la faire. Il faut commencer à la faire déjà en unifiant les programmes ouvriers et syndicaux dans les neuf pays qui la composent, dans les douze qui la formeront demain, au moins sur le papier. N'est-ce pas une honte de voir un parti dit ouvrier vouloir fermer la porte d'un ensemble européen, non plus seulement à un homme, mais à tout un peuple travailleur, prétendre ainsi consolider des frontières économiques et politiques que nous voulons abattre !

Nous n'attendons pas grand-chose de ces institutions européennes telles qu'elles sont et de ce parlement mal élu et sans pouvoirs. Nous voyons même les dangers que peut présenter ce conglomerat où s'agitent les technocrates, les maîtres du néo-capitalisme pollueur et corrupteur. Mais en même temps que, sous leur houlette, s'organise tant bien que mal un nouvel espace économique, s'élargit aussi le champ d'une opposition populaire qui, mieux qu'eux, doit s'organiser, mieux qu'eux s'unifier, pour faire progresser la condition du prolétariat européen et, à son exemple, le sort des individus et des classes opprimées sur tous les continents. Il y a aussi à défendre contre eux la paix qu'ils menacent par leurs manœuvres hégémoniques au milieu d'un énorme arsenal guerrier, magasin mondial « libre-service ». Notre Europe est le lieu d'un combat jamais fini. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous y sommes, ici, engagés.

ENTRE NOUS

Nous voici donc arrivés en période de vacances et avec celle-ci la sortie de notre chère R.P. Un numéro double juin-juillet comme vous pouvez le constater puis août-septembre pour la rentrée. Toute l'équipe et le noyau de la R.P. auraient préféré un numéro pour juin, un double pour l'été, un autre pour septembre. Mais malheureusement le manque d'argent nous met le couteau sous la gorge. Dans le dernier « Entre Nous », vous avez pu remarquer que nous avons décidé de faire successivement deux numéros de 16 pages. Certes c'est sûrement la solution la plus raisonnable. Mais en fabriquant la R.P., nous nous apercevons depuis plusieurs mois déjà que 20 pages sont déjà bien maigres par rapport à la matière écrite forte intéressante que nous recevons. Nous pourrions facilement fabriquer un numéro de 30 pages. Ceci est certainement des plus encourageants et prouve que plus que jamais notre revue est encore appréciée et écoutée. Notre handicap est comme vous le savez déjà le manque important d'abonnés nouveaux — et, par voie de conséquence le manque d'argent. Alors pendant vos vacances, pensez un peu à la R.P. ! Faites-la connaître, trouvez de nouveaux abonnés pour que dès septembre nous repartions d'un bon pied ! Aujourd'hui plus que jamais la R.P. a un rôle à jouer, son avenir n'est pas derrière, mais devant elle.

Des coopératives à mettre sur pied, la guerre au nucléaire, la sauvegarde de l'individualité, le salaire unique, etc.

En un mot le syndicalisme révolutionnaire.

Vous voyez que le travail ne manque pas !

Pensez aussi à notre coopérative les Editions Syndicalistes. La souscription de la brochure représente aussi un nouveau départ qui nous permettra de publier à intervalle régulier, d'autres brochures.

Cher lecteur, cher camarade, c'est sur vous que nous comptons ! Nous savons qu'à chaque appel vous avez répondu.

Bonne vacances et merci !

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'Europe et les syndicats

Le remue-ménage qui vient d'avoir lieu autour de l'élection d'un parlement européen n'a pas laissé les syndicats indifférents. Leurs dirigeants y sont intervenus soit directement, soit indirectement. Vetter, président de la centrale syndicale allemande et Jacques Moreau, secrétaire national de la C.F.D.T. française, sont maintenant députés européens. Espérons que leurs nouvelles fonctions ne contrediront jamais celles qu'ils occupaient hier. Le D.G.B. comme la C.F.D.T. trouveront sans doute en eux d'éloquents avocats de leur programme syndical, dominé, on le sait, par la réduction de la durée du travail, sous toutes les formes qu'elle peut prendre : journalière, hebdomadaire, annuelle.

Dès avant le 10 juin, s'était tenu à Munich (du 15 au 18 mai) le troisième congrès de la Confédération européenne des syndicats. Il avait fait de la réduction de la durée du travail une « revendication-test ». Il a ainsi posé la question prédominante de la société d'aujourd'hui et il a envisagé, pour la « rentrée » de septembre-octobre, plusieurs manifestations européennes de soutien.

Mais, pendant tout ce temps, qu'a donc fait notre Georges Ségué ? Il n'était pas à Munich ; on ne peut le lui reprocher, puisque la C.G.T. n'est pas admise dans la Confédération européenne, en raison plus particulièrement de l'opposition de Force Ouvrière. On discute et on discutera encore de cette obstruction.

Reconnaissons que, cette fois, la direction de la C.G.T. n'a pas donné de consigne de vote (ce qui était d'ailleurs sans conséquence) ; mais vous pensez bien que Georges Ségué n'a pas manqué d'intervenir. Il l'a fait en demandant une entrevue à Vetter. Bien entendu, cette demande a été faite par un communiqué public, après un article de « l'Humanité » où Ségué reprochait à Vetter d'être un dirigeant du parti social-démocrate à la tête du D.G.B. Ce qui, avouons-le, est peu banal de la part d'un dirigeant du P.C.F. à la tête de la C.G.T. ! Vetter trouva cela cocasse et il dit : « *Entre Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F. et le journal de ce parti, la répartition du travail est, à mes yeux, un chef-d'œuvre de diplomatie. Tout cela n'est rien d'autre que le prolongement de la campagne anti-allemande de la direction du P.C.F.* ».

C'est en effet ce caractère-là qui a marqué la campagne du P.C.F. et qui n'est pas sans avoir donné à ce parti quelques fruits électoraux. Nous pensions qu'il lui en donnerait davantage.

Mais Ségué ne veut pas d'une « structure européenne » qui serait — comble d'horreur — une supranationalité. Dans une internationale syndicale, pourtant bien modérée dans ses prétentions, il dénonce un « collectivisme syndical ». Et à cette seule idée de « collectivisme », son sang ne fait qu'un tour. C'est un communiste sans collectivisme ! Il n'a jamais su ce que représentaient, avant lui, l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge.

Laissons plutôt cette polémique, pour reprendre à notre compte la conclusion d'un article récent de

« L'Enseignement Public », organe de la F.E.N. : « *L'harmonisation des positions et la mise en œuvre d'actions communes entre les Centrales au niveau européen n'en représentent pas moins un fait positif indéniable, et riche d'espoirs pour l'avenir* ».

La C.F.D.T. se classe deuxième

Dans notre précédent numéro qui remonte au milieu de mai, nous promettions de parler plus longuement du congrès de la C.F.D.T. qui se tenait à l'époque. Les événements vont plus vite que nous. Nous voulons seulement rappeler que, dans cette organisation, les rapports présentés par la direction, s'ils sont finalement votés, connaissent une opposition dépassant le tiers des mandats. Cela ne nous déplaît pas. Un tel résultat est le signe d'une vie démocratique réelle (il pourrait en être le signe). Il vaut mieux en tout cas que les 99 % d'approbation que nous connaissons en d'autres lieux.

Depuis, des changements sont intervenus à la Commission exécutive de la C.F.D.T. : notamment, Jacques Chérèque est devenu secrétaire général adjoint. Nous saluons la promotion de ce militant qui vient de faire ses preuves dans la bataille des sidérurgistes et qui nous apparaît être de la bonne école d'Eugène Descamps dont on peut dire qu'il a été l'un des fondateurs de la C.F.D.T. telle qu'elle est devenue.

Elle revendique la place de deuxième centrale syndicale française. Force Ouvrière récuse ce classement en s'appuyant surtout sur ses résultats dans le secteur public. Ici, nos critères de classement (s'il doit y en avoir un) ne reposent pas seulement sur des chiffres.

Dans un document communiqué à la presse et qui donne des « éléments d'information sur la situation interne de la C.F.D.T. », on lit que cette centrale a 24,8 % des sections syndicales contre 40,5 % à la C.G.T. et 11,2 % à F.O. ; que la C.F.D.T. compte 25 % des délégués syndicaux contre 40 % à la C.G.T. et 12 % à F.O. Le document nous informe aussi sur le nombre des adhérents : un peu plus d'un million à la fin de 1977 dont 828.000 cotisants réguliers.

Il n'est pas sans intérêt non plus de citer le montant des subventions reçues par la C.F.D.T. pour la « formation des militants ». Inutile de dire que les partenaires (ou concurrentes) de la C.F.D.T. en reçoivent pour le moins autant. Le document ne nous dit pas s'il y a, dans ce domaine aussi, une certaine hiérarchie. Donc : 3.000.000 F du ministère du Travail ; 956.000 F d'un autre organisme (I.N.F.F.O. ?) ; 1.495.000 F au titre de la formation permanente.

Nous donnons ces chiffres simplement à titre d'information. Les lecteurs commenteront s'ils le veulent. Les vieux militants qui — on le découvre — n'étaient pas « formés » diront sans doute : « Autres temps, autres mœurs » (autre syndicalisme ?).

Une réaction rampante et sournoise

Le pouvoir en place qui, tant bien que mal, peut se prévaloir de l'approbation du peuple, mène avec persévérance une politique de réaction. Elle est

ouvertement réactionnaire dans son orientation économique générale : priorité aux investissements privés ; la consommation patientera, l'emploi aussi. MM. Barre et Monory ne rampent pas pour appliquer cette politique générale ; ils sont même cyniques. Ledit Monory assistait, le 15 mai dernier, à un colloque organisé par « Femmes de valeurs ». Ne riez pas. Ça existe. Le titre joue sur les mots : il s'agit de femmes qui s'occupent des valeurs boursières. Monory est leur homme puisqu'il a réduit les impôts pour les souscripteurs d'actions. C'est l'homme de la Bourse. Nous ne sommes plus au temps où De Gaulle disait : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille ». Elle s'y fait. Ces dames demandaient au ministre encore plus de mansuétude ; elles protestaient contre la loi sur les plus-values boursières, une loi que la majorité parlementaire a suffisamment édulcorée. « Allons, dit Monory, avouez qu'elle a une portée plus que symbolique ! »

Mais c'est dans les événements de la vie quotidienne que la réaction se fait sournoise. Il faudra que nous dressions la liste des faits les plus criants dans

tous les domaines : atteintes au droit constitutionnel de grève, négation de la laïcité de l'Etat (également constitutionnelle), couverture par le ministre de l'intérieur de plusieurs exactions policières, négation de la séparation des pouvoirs, intervention du ministère de la Justice dans la répression de tout ce qui peut « faire peur aux bourgeois ».

On s'indigne des traitements subis par de jeunes « interpellés » du 23 mars et du 1^{er} mai ; on s'insurge contre les lourdes peines qui les ont frappés après intervention d'une certaine magistrature aux ordres.

Le mouvement syndical connaît aussi la contestation de ses droits et la répression de son action. Le temps n'est peut-être pas loin où cette politique réactionnaire, forte d'un prétendu « consensus » populaire, cessera d'être rampante et sournoise pour s'affirmer par décret ou par pur arbitraire.

Les syndicats ouvriers, dans leur ensemble, ne doivent laisser passer aucune des manifestations de cette réaction générale.

Raymond GUILLORE.

HOMMAGE à Louis et Gabrielle Bouët

Cela fera dix ans, le 9 juillet prochain, que Louis Bouët est mort.

Il était né en 1880, à Montfaucon-sur-Moine, au cœur des Mauges — la région de Cholet. Dans ce pays de « blancs », qui fut le berceau de l'insurrection vendéenne, son père, sabotier et cafetier, était un « bleu », républicain et anticlérical.

Epaulé par son inséparable compagne Gabrielle, née Dechezelles — qui elle aussi nous a quittés, il y a deux ans — il fut, en 1904-1905, le fondateur du syndicat des instituteurs de Maine-et-Loire, qu'il fit adhérer à la Bourse du Travail d'Angers.

Dès avant 1914, les Bouët — car on disait : les Bouët, comme on disait : les Mayoux ou les Cornec — étaient à la pointe du combat des instituteurs syndicalistes en butte à la persécution gouvernementale.

Pendant la guerre, restés fidèles à l'internationalisme prolétarien et « zimmerwaldiens » de la première heure, ils saluèrent avec enthousiasme la Révolution russe.

Au lendemain de la guerre, ils comptèrent parmi les animateurs, au sein de la CGT, de la minorité syndicaliste révolutionnaire. Louis Bouët — qui venait d'être révoqué par le gouvernement réactionnaire du Bloc national — en fut même le porte-parole, en l'absence de Monatte emprisonné, au Congrès confédéral d'Orléans de septembre 1920.

De 1921 à 1936, ils devaient assumer la très lourde tâche de diriger, de Saumur, l'École Emancipée, devenue, après la scission de 1921-22, l'organe de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

Dans la prochaine R.P., je me propose d'évoquer plus longuement l'action de Louis Bouët dans les années de l'immédiat premier après-guerre qui ont constitué l'apogée de sa vie militante.

Y. D.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

vous proposent :

- « Pour une lecture ouvrière de la littérature »
de Pierre AUBERY 25 F
- « La presse quotidienne »
de Nicolas FAUCIER 30 F
- « Les ouvriers de Saint-Nazaire »
de Nicolas FAUCIER 38 F
- « J'avais vingt ans »
de René MICHAUD 25 F
- « Un individualiste dans le social :
Han Ryner »
de Louis SIMON 15 F
- « La dialectique scientifique »
de Robert LOUZON 15 F
- « La Chinie »
de Robert LOUZON 15 F
- « L'évolution du capitalisme »
de Pierre RIMBERT 10 F
- « La société des loisirs »
de Maurice LIME 10 F
- « Les trois phases de
la révolution socialiste »
de Raymond GUILLORE 10 F

Franco de port

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Un Nobel de l'humour noir ?

Le 26 mai 1972, Brejnev et Nixon avaient signé à Moscou, en grand apparat, un traité sur la limitation des armes stratégiques (SALT 1) (1). Sa disposition essentielle était l'engagement pris par les deux Super-Grands de ne pas se lancer dans la réalisation — qui eût été d'un coût exorbitant et d'une efficacité douteuse — d'un système (dit A.B.M.) de défense contre les missiles balistiques. Il était accompagné d'un « accord intérimaire » concernant les armes offensives : missiles balistiques intercontinentaux (I.C.B.M.) et sous-marins nucléaires lanceurs d'engins — prévoyant des plafonds en ce qui concernait le nombre des « lanceurs » dont l'un et l'autre pays pouvait se doter. On prévoyait que, dans un délai de cinq ans, cet accord serait transformé en un traité SALT 2.

Mais les conversations s'éternisèrent. Les plafonds prévus par l'accord de 1972, puis par celui de 1974 qui le modifia (2) avaient été calculés de façon si large que la course aux armements put se poursuivre à grande échelle. Les incessants progrès technologiques réalisés de part et d'autre — les Américains conservant, au demeurant, une très confortable avance — rendaient évidemment toujours plus difficile la conclusion d'un accord. Ajoutez les vicissitudes de la conjoncture. Parce qu'ils sentaient les Russes désireux de parvenir, coûte que coûte, à un accord, les Américains étaient tentés de leur tenir la dragée haute. L'intervention soviétique en Afrique, par mercenaires cubains interposés, entraîna, à partir de 1976, un freinage des négociations. Par la suite, Carter, dans le cadre de sa croisade pour les droits de l'homme, eut tendance à subordonner les concessions américaines à un assouplissement de la politique des dirigeants soviétiques en ce qui concernait le sort fait aux Juifs désireux d'émigrer ainsi qu'aux dissidents.

Bref, il fallut sept ans, au lieu de cinq, pour parvenir au fameux traité et à l'embrassade glaciale de Vienne qui, le 18 juin dernier, a suivi sa signature.

Aucune illusion, hélas ! à se faire, en ce qui concerne ce traité. L'importance des panoplies intercontinentales autorisées reste suffisamment grande pour que la course aux armements puisse continuer. Elle sera seulement ralentie — ce qui n'est sans doute pas tout à fait négligeable, mais qui constitue tout de même une consolation assez dérisoire.

Les Soviétiques, dans toute cette histoire, semblent avoir été les demandeurs. La ponction opérée sur les ressources de leur pays par cette compétition apocalyptique est en effet proportionnellement beaucoup plus lourde que pour les Etats-Unis. Car si

(1) S.A.L.T. : Strategic Arms Limitation Talks (conversations sur la limitation des armements stratégiques) — A.B.M. : Anti Ballistic Missile — I.C.B.M. : Intercontinental Ballistic Missile.

(2) L'accord de 1972 avantagéait l'U.R.S.S. en ce qui concernait le nombre de « lanceurs » (2.358 contre 1.710). Mais comme la plupart des missiles américains étaient porteurs de têtes multiples, tandis que les missiles soviétiques n'étaient alors porteurs que d'une seule tête, les Américains retrouvaient très largement l'avantage pour le nombre des têtes nucléaires : 5.500 contre 2.358, soit nettement plus du double. L'accord de 1974 signé par Brejnev et Ford à Vladivostok, fixait, pour chacun des deux pays, un plafond de 2.400 lanceurs, dont 1.320 pourraient lancer des ogives à têtes multiples.

l'U.R.S.S. est le second Grand elle ne vient malgré tout que très loin derrière le premier — il n'est que de confronter les performances de l'un et de l'autre dans tous les secteurs de l'économie.

De leur côté, les Etats-Unis, bien qu'ils puissent, avec moins d'inconvénient apparent, se payer le luxe de cette course aux armements, ne sont sans doute pas fâchés de pouvoir souffler un peu. Dans la mesure où, malgré les objurgations de Carter, ils n'entendent pas restreindre leur niveau de vie, ce ralentissement du rythme de l'effort d'armement, peut les arranger. Les dizaines de milliards de dollars économisés grâce à SALT 2 les aideront à payer leur facture pétrolière !

Sur un plan plus personnel, l'un et l'autre des deux illustres signataires n'auraient-ils pas eu quelque intérêt à aboutir à l'accord ? La perspective d'un prix Nobel de la paix n'aurait-elle pas effleuré plus ou moins leur esprit ? Certes, ce serait un Nobel de l'humour noir ; mais si les jurés de ce prix ont eu parfois d'heureuses initiatives (3), ils en ont eu parfois aussi de bien discutables. Celle-ci, évidemment, serait particulièrement indécente.

Il n'est pas dit que cette haute distinction ne flatterait pas l'ambition sénile de Brejnev. N'a-t-il pas, il y a deux ans, dépouillé Podgorny de son titre de chef de l'Etat pour le cumuler avec son titre de secrétaire général du Parti ? Ne vient-il pas, tout récemment, de se faire décerner, pour ses *Mémoires*, je ne sais quelle haute distinction littéraire, du type prix Lénine de littérature ? L'attribution du prix Nobel de la paix constituerait pour lui une apothéose.

Quant à Carter, il ferait encore moins la fine bouche sur ledit prix Nobel — qu'on avait d'ailleurs déjà plus ou moins suggéré de lui attribuer, à la suite de la signature du traité de paix israélo-égyptien, en mars dernier. En effet, si le personnage est loin d'être antipathique, il faut convenir que sa présidence constitue une assez extraordinaire collection d'échecs, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Dans la compétition qui, l'an prochain, au sein même du parti démocrate, risque de l'opposer au sénateur Edward Kennedy pour la candidature à la Présidence, un prix Nobel représenterait pour lui un précieux atout.

De toute façon, il reste à Carter une dernière haie à franchir, particulièrement redoutable : la ratification du traité par le Sénat américain, à la majorité des deux tiers. Or le tout-puissant sénateur Jackson est un adversaire résolu de SALT 2. Le résultat du scrutin s'annonce donc terriblement incertain.

L'égoïsme des nantis

On ne peut s'empêcher de penser qu'une partie seulement des sommes englouties dans les arsenaux de mort des deux Super-Grands — et de leurs émules au petit pied — pourrait aider à améliorer la situation de la « moitié du monde » qui meurt à petit feu (4).

(3) Le Nobel 1976 fut décerné aux deux Irlandaises fondatrices du Mouvement des femmes pour la paix et le Nobel 1977 à Amnesty International.

(4) Les éditions R. Laffont ont publié l'an dernier, traduit de l'anglais, un remarquable ouvrage de Susan George : *Comment meurt l'autre moitié du monde* (prix : 54 F).

A commencer par ces réfugiés indochinois sur lesquels se braquent les projecteurs de l'actualité. Une conférence internationale, réunie à Djakarta le mois dernier pour examiner leur sort, s'était séparée sans prendre en leur faveur la moindre décision concrète. Alors la Malaisie, en ce qui concerne les Vietnamiens, la Thaïlande en ce qui concerne les Cambodgiens, ont eu recours aux grands moyens pour essayer de mettre au pied du mur la communauté internationale. Si dramatiques qu'aient été les opérations de refoulement des « indésirables » on a tout de même hésité à jeter la pierre aux dirigeants de ces pays sous-développés. Il est bien évident que les grands responsables ne sont pas eux, mais les éternels Ponce-Pilates que sont les pays riches. D'ailleurs, si les opinions publiques, un peu partout, commencent à s'émouvoir, les gouvernants continuent à prendre leur temps. Ce n'est pas avant le 19 juillet que doit s'ouvrir, à Genève, au siège des Nations-Unies, la conférence qui va débattre du problème. Combien de victimes supplémentaires s'ajouteront-elles, entre temps, à celles de ce nouvel holocauste ?

D'une façon moins spectaculaire, mais aussi déterminée, l'égoïsme des riches a eu l'occasion de s'exprimer récemment, lors de la 5^e C.N.U.C.E.D. (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement) tenue à Manille, du 7 mai au 3 juin dernier. Les revendications des pays du Tiers et Quart-Monde s'y sont heurtées au refus tenace des nantis — capitalistes ou « socialistes » — de prendre un quelconque engagement contraignant à leur égard. Même la résolution adoptée en toute dernière minute d'un doublement de l'aide aux pays les moins avancés semble devoir demeurer un vœu pieux. Il est vrai que des clivages sont apparus dans le camp des démunis — à la plus grande satisfaction, bien sûr, de leur interlocuteurs.

Il faut s'en faire une raison : pour bien longtemps encore, l'aide aux pays sous-développés, dans le cadre international, risque de demeurer dérisoire. C'est tout au plus une aide bilatérale que chacun d'eux peut espérer obtenir, proportionnelle à la contre-partie, économique ou politique, qu'il est susceptible d'offrir. Ainsi les Grands — et les moins grands —, se disputant la clientèle des pauvres, opèrent-ils une insidieuse recolonisation. Le seul atout des pauvres est de chercher éventuellement — à leurs risques et périls — à exploiter les rivalités d'intérêts des nantis.

La France des grands principes s'efforce de ne pas rester à la traîne dans cette foire d'empoigne. Si les résultats de son action sont modestes, c'est parce que ses moyens eux-mêmes le sont. Présentement, le souci de résoudre son grave problème énergétique constitue la clé de son comportement vis-à-vis des pays du Tiers-Monde.

N'allons pas chercher bien loin les réticences de son attitude vis-à-vis du traité de paix israélo-égyptien ! Il s'agit essentiellement de ne pas mécontenter les pays arabes producteurs de pétrole, hostiles à ce traité. La France reste ici dans le droit fil d'une politique qui remonte déjà à loin.

Passons à ces « lois scélérates » concernant les immigrés, actuellement en discussion au Parlement. Elles vont tendre à faire des étrangers une vulgaire « monnaie d'échange avec les pays qui nous fournissent les matières premières », selon l'excellente for-

mule du jeune député socialiste Alain Richard (5). Une chance pour l'Algérie qu'elle soit productrice de pétrole et de gaz naturel ! C'est cela, et non « la dignité, la sécurité et le statut des travailleurs algériens », comme l'affirme sans rire le ministre français des Affaires étrangères en visite en Algérie qui constitue « la préoccupation constante des autorités françaises ».

Mais où le sommet de l'impudeur a été atteint, c'est en ce qui concerne l'Empire centrafricain du sanglant Bokassa. Couronnant une politique déjà longue de « coopération dévoyée », le ministre Robert Galley a osé parler des « pseudo-événements de Bangui », à la suite des massacres d'écoliers auxquels l'Empereur a pris personnellement part. Mais l'Empire centrafricain possède des réserves d'uranium dont l'exploitation future est évidemment capitale pour le développement du programme nucléaire français.

Contre le danger nucléaire : continuons le combat !

Je viens d'évoquer le problème énergétique de la France, à propos de certains aspects récents de sa politique. Sa gravité ne saurait être sous-estimée. Avec le Japon et l'Italie, la France est, parmi les pays industrialisés, celui dont la dépendance énergétique est la plus importante. Il conviendrait toutefois de ne pas oublier certaines responsabilités.

Certes, la France a toujours été dépendante sur le plan énergétique. Dans la seconde moitié du siècle dernier et jusqu'en 1914, à l'époque où le charbon constituait la source quasi-exclusive de l'énergie mécanique, sa production charbonnière satisfaisait à peine aux deux tiers de ses besoins.

Si la dépendance française s'était accrue entre les deux guerres — en 1937, la couverture des besoins n'était plus assurée qu'à 56 % — par contre, au lendemain de la seconde guerre, un gros effort avait été entrepris pour améliorer la balance énergétique française. On avait accru l'extraction du charbon, mis en route un important programme d'équipement hydro-électrique, entrepris l'exploitation du gaz de Lacq et même de quelques gisements de pétrole dans le Sud-Ouest et le Bassin parisien. Si bien qu'en 1960, c'étaient 68 % de ses besoins que la France parvenait à couvrir avec ses ressources métropolitaines.

C'est à partir de cette date que la situation s'est retournée. Prétendant que son coût d'extraction était prohibitif, les dirigeants français se sont lancés dans une politique insensée de retraite accélérée du charbon. Sans vouloir entendre les avertissements — car il y en eut — de ceux qui crièrent alors casse-cou !

La décision catastrophique du 4 mars 1974 est la conséquence directe de cette option du début des années 60. On s'est lancé dans le « nucléaire coûte que coûte ». Et on s'y accroche, contre vents et marées. Mieux : on pousse maintenant ceux de nos partenaires de la C.E.E., chez qui quelques hésitations avaient pu apparaître à la suite de l'alerte de Three Mile Island, à ne pas se laisser impressionner par de pareilles brouilles.

(5) Dans le *Nouvel Observateur* du 18 juin 1979 : Réponse d'A. Richard au secrétaire d'Etat aux Travaillers manuels et aux Immigrés, Lionel Stoléro. Aux législatives de 1978, A. Richard a fait mordre la poussière au prince Poniatowski dans son fief du Val-d'Oise.

Les partisans des « énergies douces » sont considérés au mieux comme d'aimables rêveurs. Invoquent-ils l'importance du programme américain dans le domaine de l'énergie solaire — qui devrait couvrir 20 % des besoins des Etats-Unis en l'an 2000 — on leur répond que les Américains s'illusionnent. A moins qu'ils ne veuillent, machiavéliquement, nous engager sur de fausses pistes.

Certes nos dirigeants sont obligés, de temps en temps, de jeter un peu de lest. Fin mai, on annonçait — sous prétexte d'un dépassement très important des crédits initialement prévus — l'abandon imminent du projet Thémis de construction d'une centrale solaire de 2 MW à Targassonne, dans les Pyrénées-Orientales. Contre-ordre trois semaines plus tard : la centrale sera construite dans le cadre de « l'effort prioritaire de développement de l'énergie solaire consenti par la France ».

Mais avez-vous remarqué qu'entre ces deux dates ont eu lieu les élections européennes ? Les 890.000 voix obtenues par la liste écologique, malgré les scandaleuses conditions dans lesquelles les petites listes durent mener leur campagne électorale, n'ont peut-être pas été étrangères à cette décision. Les voix pourraient bien se compter cher au second tour des présidentielles de 1981. Il convient donc, dès maintenant, d'essayer d'amadouer les écologistes.

C'est dans le même esprit que je serais tenté d'interpréter la sollicitude du pouvoir à propos de la campagne du Jour du Soleil. Antenne 2 lui a prêté largement son concours. Et, parmi les personnalités soutenant le Comité national du Jour du Soleil, on a la surprise de découvrir les noms d'éminents R.P.R. Par ailleurs, la C.G.E., E.D.F., C.F.P.-Total, Elf, P.U.K. figurent, en bonne place, parmi « ceux qui financent ». A côté d'eux, bien sûr : des militants, des organisations, des revues dont le dévouement ou la sympathie aux idées écologistes ne prête à aucune équivoque. Malgré tout, devant un rassemblement si hétéroclite, je ne peux m'empêcher de me poser la question : Qui est otage de qui ?

Que les écologistes demeurent donc vigilants ! Qu'ils ne se laissent pas abuser par les rissettes intéressées qui leur sont faites ! Qu'ils ne ferment pas les yeux sur l'intoxication qui s'étend insidieusement !

Ne parlons pas du P.C.F. et de la C.G.T. dont le virage est pris depuis belle lurette — au niveau des dirigeants tout au moins, car les militants de base semblent plus d'une fois renâcler.

Par contre on pouvait avoir l'impression que le siège du P.S. n'était pas fait. Il y a deux ans, Mitterrand avait lancé l'idée d'un referendum sur le nucléaire. Ne l'aurait-il pas, plus ou moins, remise aux oubliettes ? Certes, au cours d'un déjeuner récent avec des journalistes économiques et financiers, il n'a pas précisé de quelle façon le P.S. proposait de ramener de 76 % à 50 % la dépendance énergétique de la France, entre 1980 et 1990.

Mais *le Monde* du 24-25 juin, dans un entrefilet extrêmement discret, précisait comment le P.S. envisageait de couvrir en 1990 les besoins énergétiques de la France : le pétrole fournirait 35 %, le nucléaire 24 %, le charbon 23 % (6), l'hydro-électricité 8 %, le gaz 8 %, les énergies diverses (solaire...) 2 à 3 %.

Vous avez bien lu : le nucléaire 24 %. Or c'est l'ordre de grandeur des prévisions gouvernementales. Celles-ci n'ont pas été publiées pour 1990, mais elles envisagent 19 % pour 1985. On peut donc les

estimer à 24 ou 25 % pour 1990. Et *le Monde* de conclure, fort logiquement : « Pour satisfaire à des besoins réduits par rapport à ceux que prévoit le gouvernement, le P.S. accorde au nucléaire la même importance ».

Elaboré par les experts du P.S., ce programme a-t-il vraiment été soumis aux militants ? Et s'il ne l'a pas été, qu'attendent les dirigeants pour le faire ? Il y aurait là matière à un débat qui aurait autrement plus d'intérêt que leurs actuels règlements de comptes.

En tout état de cause, balayons d'abord devant notre porte ! Il a été déjà dit, ici même, que les syndicalistes sont loin d'être d'accord sur le problème nucléaire.

Un article de novembre dernier, consacré au référendum autrichien, avait signalé — avec un passable retard (7) — la position très en flèche d'Alexandre Hébert, secrétaire de l'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique, en faveur du nucléaire. Eh bien ! Hébert vient de se surpasser. C'est sur une page entière du dernier numéro de *l'Ouest Syndicaliste* qu'E.D.F. a obtenu le privilège de s'étaler.

On y trouve un grand article intitulé *Le nucléaire et l'emploi* qui fait miroiter les retombées économiques de la construction de la centrale du Pellerin : plus de 700 millions de francs pour les entreprises de la région et plus de 20 millions d'heures de travail pour la main-d'œuvre locale. Il est accompagné d'une maquette de la centrale, ainsi que d'indications sur ses caractéristiques et les étapes de sa construction. Il y a même un bon à retourner à E.D.F. pour qui souhaiterait recevoir, sur l'énergie en général et la centrale du Pellerin en particulier une documentation supplémentaire ! Tout commentaire serait superflu !

Les partisans du nucléaire évoquent souvent la multitude des accidents liés à l'exploitation des autres sources d'énergie. Dans *l'Ouest Syndicaliste* de juin 1977, Hébert précisément rappelait le nombre des mineurs victimes des accidents de la mine et de la silicose ; le nombre aussi des victimes de la pollution produite par les usines marchant au fuel ou au charbon.

C'était la même argumentation que, avant 1914, Jules Guesde opposait à Jaurès et à Vaillant, pour justifier son refus d'une campagne spécifique contre le danger de guerre : « La paix, pour les prolétaires, prétendait-il, est plus cruelle que la guerre. Ah ! les millions de cadavres, de blessés, de veuves, d'orphelins, c'est dans la paix qu'ils s'entassent, et l'industrie moderne est un immense champ de massacre ».

Soyons sérieux ! Il n'y a pas de commune mesure entre le drame quotidien du prolétariat et les horreurs de la guerre. Il en va de même en ce qui concerne le danger que le nucléaire, même dans ses applications civiles, fait peser sur notre malheureuse planète.

SANTEUIL.

(6) Mais la plus grande partie de ce charbon sera importé ! Le 23 juin dernier, le ministre de l'Industrie, André Giraud, a confirmé qu'il n'était pas question de rouvrir des puits en France, le charbon français coûtant 60 % plus cher que le charbon importé. Par contre on allait essayer d'augmenter les importations « avec les pays où l'on pourra faire des accords industriels ». Entre autres la Colombie !

(7) La revue *l'Anarcho*, animée par notre camarade Mormiche, avait, par contre, immédiatement réagi. Dans le numéro d'octobre 1977, un militant de la Creuse avait fustigé Hébert de façon magistrale.

UNE DÉMOCRATIE FRELATÉE

A la suite des élections au bureau national du Syndicat national des Instituteurs, François CHAINTRON dénonce, dans la R.P. du mois de mai, l'action fractionnelle de la tendance « *Unité et Action* » en faveur du P.C.F. dont elle est, en effet, la courroie de transmission. Je suis pleinement d'accord et je renvoie les lecteurs aux différents points qu'il développe dans son article. De même sur la laïcité.

Mais il y a autre chose dans le papier de notre camarade et je trouve bien contestable l'assertion par laquelle il débute : « Le respect d'une démocratie, plutôt rare dans notre syndicalisme français, fait que *tous les adhérents du S.N.I.-P.E.G.C. ont pu élire leurs représentants* au Bureau national du syndicat ». *Ont pu élire* sont les termes qui conviennent car il ne s'agit que d'un droit théorique et aléatoire. Aléatoire puisque tous les syndiqués n'en usent pas et que l'URNE, destinée à recevoir les votes, ne se trouve pas à leur portée ! En effet, les camarades « instituteurs et professeurs d'Enseignement général des collèges » votent par correspondance, chez eux *s'ils le désirent*, au coin du feu...

Dans la Cité, le vote par correspondance est admis dans certains cas mais les conditions dans lesquelles ce droit peut s'exercer sont précises et impératives. Les suffrages parviennent au bureau de vote légalement constitué le jour de l'élection, sous pli recommandé, porté par le facteur. Rien de ce genre dans les élections du S.N.I. Même pas de boîte postale dans la plupart des cas ! Les votes arrivent au siège ici dans les locaux de l'U.D.-C.G.T. qui occupent tout le rez-de-chaussée. Le préposé syndical prend le relais mais comme les votes sont l'objet d'un pointage, rien ne presse pour les porter dans l'urne ! Je ne parle pas du pointage qui se fait en cours de dépouillement par les scrutateurs et qui est normal. Je parle d'un *pointage préalable* dont on ne s'est jamais vanté mais dont nous sommes quelques-uns à avoir eu des preuves. *Que recherche-t-on par ce pointage ?* Au mieux ceux qui n'ont pas voté ? Je ne dis pas que l'on fasse voter les morts comme cela s'est vu dans certaines communes de France, non ! Mais enfin ce n'est pas pour se remémorer l'alphabet que l'on prend la peine de ce classement ! Que l'on ne me parle pas de *DEMOCRATIE* dans un système où la fraude électorale est possible ! Dans ma section, les plus avisés introduisent ou font introduire leurs votes dans l'urne quelques moments avant l'ouverture du scrutin. Si seulement tous ceux qui sont actuellement minoritaires dans les sections prenaient cette précaution !

Ce vote « *par correspondance* » par lequel on a prétendu donner la parole à la base, depuis le Congrès de Saint-Etienne en 1975, n'est pas, à mon avis, une victoire de la *DEMOCRATIE*. N'était-ce pas mieux au temps où les votes intervenaient en Assemblée générale, à l'issue d'un débat ? Vous pouvez penser que les A.G. ne réunissaient qu'une minorité de syndiqués. Certes, mais, au moins, ceux qui étaient là avaient un vote motivé ! On s'expliquait longuement sur les questions à l'ordre du jour, souvent avec passion. Les syndiqués se sentaient concernés ! De ces discussions jaillissait la lumière... Et celui qui était arrivé à la réunion dans l'indécision

pouvait alors se déterminer en connaissance de cause.

Ici, dans ma section *départementale*, U. et A., les A.G. *départementales*, qui furent statutaires et souveraines ont été supprimées. Ici et là de vagues assemblées cantonales dominées, possédées plutôt, par la tendance qui régent le coin. Tout fonctionne bureaucratiquement : c'est sur la base des votes recensés le jour de l'élection au B.N. et au Conseil syndical que tout sera décidé *pendant trois ans*, jusqu'aux prochaines élections : répartition des mandats une fois pour toutes et orientation quels que soient les événements... Pauvres couillons de la base !

Il faut reconnaître que la plupart sont devenus *couillons* par la force des choses. Ils n'ont jamais connu d'autre syndicalisme que ce *SYNDICALISME COUCHÉ*.

Les responsables décident : ne les a-t-on pas élus pour ça ? Après tout c'est leur boulot ! Et aux prochaines élections, sauf déceptions personnelles, on revotera pour les mêmes, pour ceux qui font *nos affaires* : mutations, promotions..., etc. Et vive le corporatisme ! L'autogestion n'est pas pour demain ! Du sommet à la base c'est tellement mieux ! En principe les gens sont informés : par l'Ecole Libératrice sur le plan national, par le bulletin syndical sur le plan départemental. La tendance dominante U.I.D. sur le plan national, a le monopole de la revue : *combien de tribunes libres en une année ?* Quelle « morne plaine » pour ceux qui, comme moi, ont le temps et la volonté de la lire de bout en bout ! Et, à l'occasion, cette façon de défigurer le syndicalisme enseignant, de le faire naître en 1919, lorsque le S.N.I. émergeait des Amicales. Les pionniers de la vieille Fédération de l'enseignement ? La Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et institutrices publics, qui dès 1907 avait décidé d'adhérer à la C.G.T. adhésion devenue définitive en 1909 ? Bof !

Quatre petites lignes minuscules et dérisoires à la mort de Gabrielle Bouët décédée en janvier 1977.

Rien de très exaltant dans tout cela !

Un syndicalisme au goût bien amer pour un certain nombre d'entre nous !

Excuse-moi, Chaintron, mais vraiment ta « démocratie », je ne pouvais la digérer !

Louise CAZAUBON (65).

Vous êtes pour la liberté d'expression ?

Alors vous êtes contre le monopole de la télévision et de la radiodiffusion !

Non à l'Etat ! Non au monopole !

La « R.P. » devant la tragédie espagnole

Des journées exaltantes de 1936 aux heures noires de 1939, trois années seulement se sont écoulées. Il est difficile de les revivre. En battant les buissons du passé, les souvenirs de 1934 à 1936 me reviennent avec une lumineuse clarté. Je nous revois, Yvonne et moi avançant lentement sur les grands boulevards, dans cette soirée du 6 février 1934, alors que nous venions de quitter la Bourse du Travail, évacuée et fermée, où nous fûmes seuls à avoir répondu à l'appel adressé aux militants parisiens pour la défense des locaux syndicaux. Je revois avec la même précision les figures inquiètes des militants rencontrés le 8 février 1934 dans les bureaux du S.N.I. — nos pégrinations le 12 dans la banlieue rouge — la grande manifestation antifasciste de Nice à laquelle participa tout notre congrès syndical d'août 1934 — mes missions à travers les ateliers occupés lors des grandes journées de juin 1936 — et je revois, comme si j'y étais encore, nos réunions fiévreuses et exaltantes à la R.P., lorsque nous préparions les numéros consacrés à la manifestation contre l'Union sacrée, en 1935. Je me vois à la tribune du Congrès d'Unité de l'Union des Syndicats parisiens à la fin de 1935, et je revis nos joyeuses « retrouvailles » entre gens de la R.P. à Toulouse lors du congrès qui consacra l'unité syndicale.

J'ai quelque peine au contraire à évoquer ma vie militante dans les trois dernières années d'avant-guerre. Peut-être parce que élu membre du bureau du S.N.I. en 1935, je fus appelé en janvier 1938 à remplacer Vivès au secrétariat de la Commission d'Éducation sociale.

N'ayant évidemment pas abandonné mes classes de cours complémentaire, je devais, même avant cette promotion, presque tous les jeudis et pas mal de dimanches, assurer des délégations en province, ... entre deux trains. Et mes soirées de semaine étaient rarement vacantes. Certes, ces contacts avec les militants de la base furent souvent enrichissants. Et je ne perdais pas mon temps en discutant avec les responsables du bureau du S.N.I. Je puis même ajouter que j'ai certainement profité de ma collaboration avec André Delmas (alors secrétaire général du S.N.I.) qui paraissait souvent isolé par son intelligence supérieure mais dont j'ai pu apprécier en des jours d'épreuves la sensibilité discrète et une confiance d'autant plus estimable qu'elle était rarement spontanée. On fut à son égard d'une injustice d'autant plus odieuse que ceux et celles qui l'avaient suivi docilement lorsqu'il était au pinacle l'ont rapidement désavoué, lorsqu'il fut persécuté en 1944, sur l'ordre des stalinien.

Mais si toute cette activité — cependant absorbante et multiple — ne me laisse que des souvenirs perdus dans une pénombre confuse — c'est peut-être qu'il y manquait cette familiarité faite d'improvisations intempestives et de paradoxes explosifs qui caractérisait toutes les rencontres et tous les débats à la R.P.

Faut-il dire aussi que nous n'avons jamais autant qu'en ces trois années, joué le rôle ingrat de « Cassandre » avertissant vainement les militants du

mouvement ouvrier des périls qui nous menaçaient tous ? Et déjà entre nous des oppositions beaucoup plus graves que nos divergences passées risquaient de se conclure en conflits irréductibles. Ce fut déjà le cas, pendant le gouvernement Blum, lorsque ceux — comme moi — qui devaient, par respect de leur mandat syndical — se solidariser — oh ! souvent par obligation plus que par conviction — avec le Rassemblement populaire, toléraient mal la virulence de critiques — souvent justifiées — qui usaient du même style que lors des batailles contre des gouvernements réactionnaires. Le 10 janvier 1937 j'ouvris à ce sujet, sous le titre *Notre malaise* une discussion qui se prolongea jusqu'au 10 juin 1937, et à laquelle participèrent Maurice Chambelland — qui s'efforça de prouver que cette controverse ne pouvait dissocier le « noyau » — Béranger, Fontaine (du Rhône), Thévenon, Duperray (de la Loire), Leunois (d'Alger), Barrué... Presque tous d'ailleurs ne toléraient guère mes réserves et ne s'inquiétaient guère de mon « malaise ». Ils réclamaient pour la R.P. le droit et le devoir de maintenir une opposition intransigeante à toutes les combinaisons politiques. Ils avaient raison. Mais c'était justement mon attachement à la R.P. qui me jetait en de sérieux troubles de conscience.

L'affaire espagnole fut elle aussi la cause de graves conflits internes au sein du Noyau (1). Certes la position prise par Louzon ne permettait guère de conciliation entre les partisans de la non-intervention et ceux qui réclamaient une solidarité concrète, efficace avec les républicains espagnols. Je n'ai pourtant pas le souvenir d'une opposition furieuse entre deux tendances diamétralement opposées. Monatte exprima simplement cette idée : qu'il fallait organiser le ravitaillement en armes et en munitions des républicains espagnols par des moyens marginaux, peut-être par l'organisation de la contrebande. Il ne croyait pas sans doute qu'un gouvernement composé comme celui du Rassemblement populaire pût prendre une attitude aussi nette que celle voulue par Louzon. Peut-être se méfiait-il des intrigues staliennes, en Espagne ? Peut-être aussi comprenait-il le désir de Blum d'éviter un conflit avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste, alors que la Grande-Bretagne conservatrice (avec l'accord des travaillistes) était résolue à une stricte neutralité. Ce sont là des interprétations — peut-être abusives — de propos entendus et de silence éloquent. Monatte n'a rien écrit sur ce sujet ni en 1937, ni en 1938. Cependant sa réserve était justifiée.

La politique menée fut plus favorable à la République espagnole qu'on ne l'avait dit à l'époque. Et il est certain que c'est bien sur l'insistance des républicains espagnols que Blum a renoncé à démissionner, ce qu'il avait envisagé devant l'impossibilité de rallier à une politique d'intervention directe

(1) Dans un chapitre précédent je rappelle que Blum avait tenté une politique de non-intervention dans l'affaire espagnole — politique notamment combattue par les communistes, une portion du parti socialiste et de la C.G.T.

la plupart des ministres radicaux et le gouvernement britannique.

Peut-être faut-il faire intervenir dans cette rétrospective, la menace d'un coup de force réactionnaire en France, appuyé par des chefs militaires et les cadres de l'Aviation ?

Les autres membres du noyau de la R.P. — à l'exception de Louzon — se tenaient sur la même position que Monatte. Louzon, Lazarevitch et Simone Weil avaient rejoint les milices républicaines, dès le début de la guerre civile. Celle-ci revenue en France, à la suite d'un accident — elle avait reçu sur le pied le contenu d'une marmite d'eau bouillante — exprima son approbation de la politique de non intervention, dans un article publié le 27 octobre 1936 par l'Organe du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes. Par pacifisme ! C'est là qu'elle formula cette thèse qui portait loin : que les gouvernements démocratiques avaient le choix entre « le prestige et la paix », qu'ils devaient reculer devant la guerre... Etrange destin que celui de cette jeune femme portant sur un corps frêle une âme que son intransigeance portait à tous les sacrifices. Cette agrégée de philosophie, brillante élève d'Alain, avait d'abord adhéré totalement à la cause révolutionnaire. Mais pour elle, c'était tirer la classe ouvrière d'un système inhumain et avilissant. C'est par intransigeance qu'elle avait voulu vivre la vie des ouvrières d'usine, non seulement dans l'usine, mais hors de l'usine. C'est par intransigeance qu'elle avait voulu participer à la tragédie espagnole. C'est par intransigeance qu'elle proclamait son pacifisme. C'est encore par intransigeance qu'elle se rebella contre les lois de Vichy. Et réfugiée à Londres, c'est toujours son intransigeance qui l'obligea à subir des privations qui devaient la tuer.

Rien de commun avec les sincérités successives et contradictoires d'intellectuels associant sans difficulté les abstractions révolutionnaires et les réalités concrètes de l'opportunisme. Pour elle, un choix n'était jamais gratuit. Elle alla toujours jusqu'au bout de ses engagements. Et je crois que ces deux expériences en usine et en Espagne l'ont amenée à cette constatation douloureuse que les ouvriers étaient sacrifiés à une doctrine et que l'humanité était sacrifiée aux nécessités révolutionnaires. C'est alors sans doute qu'elle aboutit à cette terrible conclusion : la Révolution est l'opium du peuple. Elle n'est pas revenue à une religion qu'elle n'avait sans doute pas pratiquée dans son enfance. Elle a cru trouver la vérité humaine dans la Foi chrétienne qui la libérait sans doute de la pesanteur de ces réalités qu'elle avait tragiquement vécues. Elle était trop singulière pour que son exemple fût édifiant. Mais les camarades — qui l'ont connue dans la Loire — eux-mêmes athées et matérialistes se sont naturellement associés à l'hommage rendu à cette jeune femme qui portait dans une enveloppe charnelle, mince et fragile, un esprit riche de toute la sagesse grecque, une âme riche de noblesse et d'abnégation.

Cependant la collection de la R.P. de 1937 et 1938 témoigne de notre protestation inlassable contre les opérations stalinienne dans le camp républicain. Louzon fut le premier et le plus actif de ces témoins. Il relata, le 25 mars 1937 l'expérience de la *commune libertaire de Puycerda* et opposa la collectivisation à l'étatisation. Il condamna aussi la stratégie meurtrière des états-majors staliniens. Ses notes nous

renseignèrent fidèlement sur l'évolution de la guerre civile. Et il s'employa à défendre les camarades du P.O.U.M. et les oppositionnels et anarchistes espagnols, persécutés par la Tchéka installée en Catalogne.

Mais le plus virulent ce fut encore Nicolas Lazarevitch qui opposa même la pureté de l'idéal libertaire aux compromis acceptés par les anarchistes de la C.N.T. afin d'assurer l'unité nécessaire contre Franco. Il le dit dans deux articles (nos 244 et 246 de la R.P.) : *La crise gouvernementale en Catalogne et Les révolutionnaires espagnols et le problème de l'Etat*. Il apporta des éléments d'information sur l'Alliance ouvrière, sur le congrès de l'Union anarchiste, sur la bataille de Barcelone, sur le remplacement imposé par les communistes de Largo Caballero par Negrin, docile aux instructions stalinienne. Et naturellement son témoignage sur l'assassinat d'Andrès Nin et sur *Un procès de Moscou à Barcelone* compléta celui de Robert Louzon. Pendant toute l'année 1937, chaque numéro contenait un article de lui.

Mais sur l'affaire espagnole la R.P. apporta une documentation multiple et riche. C. Berneri antifasciste italien, assassiné par les tueurs de Staline, traitait de l'Espagne révolutionnaire et la politique de collaboration (n° 245) — le socialiste anglais F. Brockway étudia la C.N.T. de son point de vue (n° 252) — un combattant anonyme relata les attaques en Aragon (nos 257 et 259). La R.P. (n° 257) publia une lettre de Madrid envoyée par E. Goldman. Avant de disparaître « mystérieusement » K. Landau dénonça les assassins du Guépéou en Espagne — R. Martin (n° 257) parla de son expérience de la Brigade internationale où André Marty acquit une sanglante réputation. G. Orwell (n° 255) fut un témoin dans l'affaire de Barcelone — Victor Serge intervint aussi sur *Victoire et défaite à Barcelone*, publia un émouvant *Adieu à Andrès Nin assassiné* (nos 247 et 253) et dénonça à son tour les crimes de Barcelone (n° 249).

Mais il fallait organiser la solidarité pour les réfugiés espagnols et les victimes espagnoles des exactions stalinienne. Un appel de Delsol (n° 255) toujours en pointe pour une action sérieuse et efficace lança la campagne. Le 10 mars, on annonçait la création d'un comité pour l'Espagne libre — on se mobilisait pour la défense des emprisonnés du P.O.U.M., de la F.A.I. et de la C.N.T. (25-7-1937) — et chaque numéro contenait des notes et des lettres sur la situation en Espagne et l'aide aux victimes de la guerre civile et de la double répression franquiste et stalinienne.

Enfin on trouvera dans cette R.P. de 1937 des documents que les historiens peuvent consulter : le 10-2-1937 *Une réponse du P.O.U.M. à la Pravda et à l'Humanité* — le 25-2 sur *Le bombardement de Barcelone par un croiseur italien* — sur *Le massacre de Tarragone et la terreur blanche en Catalogne* (10-6) — sur *La contre-révolution en Espagne* — sur *La collectivité agricole de Segorba* — sur *Syndicats et Parti en Espagne* (10-9) — sur *La conduite des troupes stalinienne en Espagne* (25-10). Enfin le 25-11-1937 la R.P. publiait un appel pour l'Espagne de la Solidarité internationale antifasciste, fondée par Louis Lecoin où je figurais comme membre du Comité aux côtés de Louzon... et de Jouhaux.

(à suivre)

Roger HAGNAUER.

Avec Victor Griffuelhes à Mazamet, en 1909

PUISQUE Michel Descarsin nous convie à la lecture ou à la relecture de Griffuelhes, je pense que la meilleure occasion de faire connaissance avec celui que Monatte appelait le « cheval de flèche » de la C.G.T. est de lire l'ouvrage récemment publié par Rémy Cazals : *Avec les ouvriers de Mazamet dans la grève et l'action quotidienne, 1909-1910* (1). Griffuelhes qui, à la suite d'une sordide campagne suscitée contre lui par Aristide Briand (2), venait de démissionner de son poste de secrétaire général de la C.G.T., a joué en effet un rôle important dans le dénouement victorieux de la grande grève de quatre mois (janvier-mai 1909) menée par les ouvriers délaineurs de Mazamet. Il en a d'ailleurs relaté le déroulement dans une brochure publiée la même année par la Maison des Fédérations.

Le choix par R. Cazals de cet épisode de l'histoire mazamétaine ne tient pas au hasard. Ses origines familiales plongent en effet des racines profondes dans le milieu ouvrier tarnais. Au début de ce siècle, son grand-père Maximin était ouvrier mégissier à Mazamet et il était lui-même fils, petit-fils et arrière-petit-fils de tisserands. Quant à la femme de Maximin, Armandine, qui travaillait comme peuleuse (3), elle aussi avait derrière elle toute une lignée d'ouvriers du textile.

L'ouvrage de R. Cazals a pour point de départ un travail universitaire : une thèse de doctorat de troisième cycle soutenue à Toulouse en 1974. Pour l'écrire, il s'est appuyé sur de multiples sources : archives publiques et archives patronales, registres syndicaux, presse locale et nationale, mais aussi photos de l'époque (seize d'entre elles sont reproduites dans l'ouvrage édité par Maspéro) et témoignages enregistrés au magnétophone d'acteurs ou de témoins encore vivants des événements de l'époque.

On comprend aisément que R. Cazals ait souhaité que le résultat de ses recherches ne demeure pas confiné au cercle restreint du monde universitaire. Lui-même avait retracé pour les lecteurs du *Peuple*

(1) F. Maspéro éditeur. Prix : 70 F.

(2) On trouvera le détail de cette campagne dans l'*Histoire du Mouvement ouvrier* d'Edouard Dolléans, t. II, 3^e partie, chapitre I. La personnalité de Griffuelhes est évoquée au chapitre II de la deuxième partie, ainsi que sa collaboration féconde avec Emile Pouget.

(3) Dans les usines de délainage, on trempait d'abord les peaux, pour rendre au cuir sa souplesse et ramollir les matières terreuses et le suint. Puis le **sabrage** à la machine, effectué exclusivement par des hommes, débarrassait la laine des plus grosses impuretés. Après passage dans des étuves, les peaux étaient étendues sur des chevalets et pelées. Les **peleuses**, en majorité des femmes, détachaient la laine de la peau avec une lame courbe et dentée. On avait alors deux produits : le cuirot (cuir) destiné à la mégisserie et la pelade (laine) destinée à l'industrie textile. Les **margos** ou journaliers, hommes, femmes, enfants étaient chargés de la manutention des peaux brutes, du cuirot et de la pelade.

français (n° 18 d'avril-juin 1975) (4) quelques aspects particulièrement marquants de la grève de 1909. Grâce au Centre d'histoire du syndicalisme créé en 1966 par E. Labrousse et J. Maitron et grâce aux éditions Maspéro, nous voici maintenant à même d'appréhender toute l'originalité de cette page du mouvement ouvrier français du début du siècle.

Bourgeois protestants, bras nus catholiques

Mazamet est, au sud-est du département du Tarn, dans l'arrondissement de Castres, un chef-lieu de canton d'une vingtaine de milliers d'habitants aujourd'hui — 14.000 en 1906. Elle est bâtie en bordure du torrent de l'Arnette, près de son confluent avec le Thoré, un sous-affluent du Tarn, qui coule d'Est en Ouest, entre la Montagne Noire et le Sidobre.

Depuis le XVIII^e siècle, c'était un centre d'industrie textile devenu très actif, grâce au dynamisme de ses manufacturiers protestants. L'initiative de l'un d'entre eux, vers le milieu du siècle dernier, allait accroître son activité, en la modifiant. Il eut en effet l'idée d'importer des peaux lainées d'Argentine pour pallier les difficultés d'approvisionnement en matière première d'une industrie en particulière expansion, depuis que le maréchal Soult, ministre de Louis-Philippe et originaire de Saint-Amans, près de Mazamet, lui avait ouvert l'énorme marché des fournitures à l'armée et à la marine. Mazamet allait ainsi devenir le « centre mondial du délainage », achetant chaque année de 50 à 90 % des peaux exportées par l'Argentine, l'Australie et l'Afrique australe.

Le délainage se développa donc aux dépens du textile, sans toutefois le faire disparaître. Il suscita d'autre part, en aval, l'essor du tannage et de la mégisserie. Au début du XX^e siècle, le bassin industriel de Mazamet comptait une bonne centaine d'entreprises, dont une quarantaine de délainage. Les plus nombreuses étaient de dimension modeste, mais une dizaine d'entre elles dominaient nettement le lot. La classe ouvrière s'y était constituée, à partir du XVIII^e siècle, par l'exode des paysans des communes du canton de Mazamet demeurées purement rurales, ainsi que de certaines communes des cantons limitrophes du Tarn et de l'Aude.

Sur le plan religieux et social, l'originalité de Mazamet résidait dans l'antagonisme entre une bour-

(4) Certains lecteurs de la R.P. ne connaissent peut-être pas cette « revue d'histoire populaire » qui paraît pourtant depuis huit ans. Une première série de 26 numéros a été publiée, à raison de quatre numéros par an, de janvier 1971 à avril 1977. Une nouvelle série l'a relayée à partir de janvier 1978 (le dernier numéro paru, 06, avril-juin 1979, vient de paraître). L'abonnement annuel s'élève à 24 F (soutien 30 F). **L'adresse a changé. Elle est maintenant : 32, rue Chartraine, 27000 EVREUX - C.C.P. PARIS 22440-24 M.** Je me propose de parler plus longuement de cette revue dans une prochaine R.P. Mais je tenais à en souligner, dès maintenant, l'exceptionnel intérêt.

geoisie en majorité protestante et une classe ouvrière en majorité catholique (5). Cet antagonisme avait un prolongement politique. Dans la mesure où la bourgeoisie protestante était républicaine — un républicanisme qui tendait en fait à se modérer de plus en plus — la plupart des ouvriers votaient à droite. L'Eglise de Mazamet, demeurée une véritable Eglise de combat, et qui maintenait très solidement sur eux son emprise, contribuait en effet à faire de la circonscription de Mazamet un fief électoral de la famille Reille-Soult — gratin de la noblesse impériale. Le *Manuel de l'électeur du Tarn* pour les élections législatives de 1902, rédigé sous forme de catéchisme, et dont R. Cazals reproduit le texte, constitue un extraordinaire document de fanatisme politico-religieux. C'étaient donc les communes du bassin industriel de Mazamet, et notamment celles où le noyau ouvrier était le plus important, qui faisaient pencher la circonscription en faveur des Reille. « Forme embryonnaire et confuse de la conscience de classe », commente Rémy Cazals.

Cette orientation politique réactionnaire coexistait avec une vigoureuse combativité sur le plan professionnel. Déjà sous l'Ancien Régime, il y avait eu de graves conflits chez les papetiers. Au XIX^e siècle, les années 1845-1851 avaient été particulièrement tumultueuses et d'importantes grèves dans le textile et le délainage s'étaient déroulées en 1887. Mais y avait-il vraiment contradiction entre ces deux comportements de la classe ouvrière mazamétaine ? J'inclinerais à penser que chez l'ouvrier catholique en lutte contre le patron protestant, le facteur religieux attisait la conscience de classe.

★★

Pourtant, c'est à partir de 1903 seulement que le mouvement syndical devait parvenir à s'organiser de façon durable. Cette année-là, toutes les corporations firent grève pour obtenir des augmentations de salaires, face à la hausse des prix. Le syndicat des délaineurs, constitué par Isidore Barthès, avait obtenu d'emblée sa reconnaissance par le syndicat patronal, en échange de la promesse d'un préavis de quinze jours avant toute grève — ceci afin d'éviter que ne s'abîment les marchandises restées en souffrance. La victoire qu'il remporta à l'issue d'une grève lancée en décembre assit son prestige et poussa les autres métiers à s'organiser. En février 1904 se constituait une Fédération locale des syndicats.

Mais l'unité fut presque aussitôt rompue par les intrigues des politiciens locaux. Pour battre la liste réactionnaire aux élections municipales de 1904, le sénateur républicain Edouard Barbey — un industriel protestant — suscita la constitution d'une liste ouvrière. Or celle-ci connut une cuisante défaite, dans la mesure où les ouvriers catholiques votèrent pour la liste reilliste. Se jugeant floués, les ouvriers républicains firent alors scission et créèrent des syndicats « rouges » qui se regroupèrent en une Union des Syndicats adhérente à la C.G.T.

Mais ces syndicats « rouges » étaient très fortement minoritaires par rapport aux autres syndicats

(5) Pour être curieux, cet antagonisme est loin d'être exceptionnel. A la limite, il est susceptible de dégénérer en guerre civile, comme ce fut le cas à Nîmes en 1791 et en 1815. Et comme c'est le cas, présentement en Irlande du Nord.

que, par opposition à eux, on qualifia désormais de « jaunes ». Cette étiquette, en fait, était trompeuse. Si l'ensemble des adhérents et leur leader Isidore Barthès étaient en politique des partisans du baron Reille, ils n'en étaient pas moins des syndicalistes convaincus, revendicatifs et combatifs autant que les rouges. Très vite d'ailleurs l'unité d'action s'était reconstituée. Dès avril 1905, Isidore Barthès avait conjuré jaunes, rouges et non-syndiqués de « se grouper de plus en plus en un seul faisceau, pour pouvoir lutter avec succès contre le capitalisme qui écrase par ses caprices mesquins l'action prolétarienne ». Et il avait convié ardemment les syndicats jaunes à participer à la célébration du 1^{er} mai « fête du prolétariat ». La longue grève des mégissiers-tanneurs de 1907-1908 — qui s'était malheureusement achevée par la défaite des ouvriers — avait été menée par les deux syndicats dans la plus étroite solidarité.

La grande grève de 1909

La grande grève de 1909 constitue la partie centrale (chapitres 2 et 3) de l'ouvrage. Rémy Cazals l'étudie d'abord dans son déroulement chronologique, dont il souligne fortement les grandes articulations. Puis il en reprend l'étude par thèmes, braquant successivement le projecteur sur : l'impact économique de la grève, les attitudes patronales, l'organisation de la résistance ouvrière, la violence ouvrière, le soutien aux grévistes, l'attitude de la C.G.T. et des partis politiques.

★★

La revendication initiale des ouvriers, exprimée dans une lettre adressée aux patrons du délainage par le syndicat « jaune » en date du 22 décembre 1908 consistait en une augmentation de salaires en faveur des peleurs et des marragos (les sabreurs ne demandaient rien) (3). Le ton de la lettre était extrêmement conciliant. Ses rédacteurs allaient même jusqu'à préciser qu'il n'y avait de leur part aucune menace de grève et que — conformément à l'accord de 1903 — l'éventualité d'une cessation brusque du travail était exclue, en tout état de cause.

La réponse des patrons fut une fin de non-recevoir brutale. La seule discussion possible, prétendaient-ils ne pouvait porter que sur une nouvelle répartition des salaires, soit une diminution du salaire des sabreurs au profit des autres ouvriers. C'était du cynisme : comme il y avait un sabreur pour dix autres ouvriers, cela aurait signifié une inconcevable amputation du salaire des sabreurs.

Dans une lettre du 6 janvier 1909, signée cette fois par les secrétaires des deux syndicats, les ouvriers indignés avaient maintenu leurs revendications. Et, devant un nouveau refus des patrons, ils avaient, le 10 janvier, voté la grève à une très forte majorité — les sabreurs s'y associant d'ailleurs, par solidarité, en très grand nombre. Qui pouvait se douter alors que la grève allait durer quatre mois ?

★★

Pendant des semaines et des semaines, le patronat du délainage quasi unanime allait opposer aux revendications ouvrières une extraordinaire intransigeance. Il la justifiait par le fait que, en violation

de la convention de 1903 et de la promesse faite dans la lettre du 22 décembre, les grévistes avaient laissé le travail en souffrance — les pertes, à vrai dire, avaient été bien moindres que ce qu'ils prétendaient.

En fait, les patrons n'avaient pas digéré leur défaite de 1903 ; et la victoire de leurs collègues mégissiers dans le conflit de l'année précédente les encourageait à la fermeté. Une génération de jeunes patrons qui, à la différence de leurs pères souvent sortis du rang, avaient grandi sans contact avec le peuple, pensait venue l'heure de briser les syndicats.

C'est pourquoi la commission patronale de négociation s'était longtemps contentée de contre-propositions dérisoires. Le premier pas sur la voie des concessions n'était intervenu que fin mars, soit après deux mois et demi de grève. Encore les patrons n'envisageaient-ils alors qu'une augmentation annuelle, payable en une fois, à condition que l'année se soit écoulée sans cessation brusque du travail. Cinq semaines de grève seront encore nécessaires pour que, le 6 mai, l'accord puisse intervenir sur la base d'une augmentation payée en partie à la quinzaine, en partie en fin de semestre.

Il faut dire que la détermination des grévistes avait entraîné une fissuration progressive du bloc patronal. Un bon nombre de patrons avaient finalement hâte de reprendre la production, pour profiter de la hausse des cours de la laine. C'est d'ailleurs avec une délégation patronale renouvelée que les représentants ouvriers avaient signé l'accord du 6 mai.

★★

L'intransigeance patronale avait été un facteur important de la cohésion des grévistes. Si la première lettre aux patrons, celle du 28 décembre, émanait du seul syndicat « jaune », l'unité d'action entre les deux syndicats intervenait dès le début de janvier, avec l'envoi de la seconde lettre. Désormais « jaunes » et « rouges » allaient marcher la main dans la main.

C'est au début de la seconde quinzaine de février que circulèrent les premiers bruits d'une réunification au sein de la C.G.T. Le 15, les patrons, avaient fait afficher leur refus de l'arbitrage proposé par le juge de paix. Cette initiative marque un tournant de la grève, le début de son durcissement, après plus d'un mois de calme absolu.

Le 7 mars eut lieu, sous la présidence de Voirin, secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux de la C.G.T., la première assemblée de fusion d'un syndicat rouge et d'un syndicat jaune, dans la corporation des mégissiers.

Une quinzaine de jours plus tard, le même Voirin participait à une réunion des C.A. de la Fédération (jaune) et de l'Union (rouge) où fut adopté, après une vibrante intervention d'Isidore Barthès, le principe de la fusion des deux bourses et de l'adhésion à la C.G.T.

Ce principe fut ratifié, le 4 avril, par une assemblée générale de tous les syndiqués — qui fut suivie d'une grande manifestation en ville, la première qui eût lieu un dimanche !

Le 20 avril enfin, sur la proposition de Marty-Rollan, de Toulouse, il fut décidé qu'à dater de ce jour n'existerait plus qu'une seule Bourse du Travail. Elle aurait pour mission de réaliser, avant le 1^{er} août, la constitution d'un seul syndicat dans chaque corporation.

Les pages où R. Cazals évoque l'atmosphère de la grève débordent de vie, dans la mesure où, aux documents écrits de l'époque, il a ajouté le témoignage oral des contemporains encore vivants.

Nous voici à l'A.G. qui se tient chaque jour et parfois plusieurs fois par jour. Un vote à main levée la clôt, qui décide de la reconduction de la grève — un seul vote à bulletins secrets aura lieu, au 96^e jour de la grève, pour démentir les rumeurs circulant sur les pressions soi-disant subies par les grévistes. Dans ces réunions, la langue d'oc est plus parlée que le français et Griffuelhes, qui est originaire de Nérac, en apprécie la saveur.

La première des manifestations en ville n'a lieu que le 19 février, au quarantième jour de grève. Mais elles deviennent alors fréquentes et parfois imposantes. Drapeaux rouges et drapeaux tricolores s'y côtoient. En une sorte de transposition des processions catholiques, *la Chanson de la Grève*, chantée par les femmes, y alterne avec *l'Internationale* chantée par les hommes.

Pour souder la cohésion des grévistes, des soupes communistes sont organisées à partir de la mi-février. On y fit maigre le vendredi saint. « Nous avions été tous d'accord pour respecter les sentiments religieux des grévistes, a écrit Griffuelhes. Il importait peu pour la cause syndicale de donner de la morue ou du saucisson. »

L'exode des enfants commence au début de mars, malgré la vive opposition du clergé et de *l'Union libérale*, le journal local réactionnaire. Une centaine d'enfants sont recueillis par des familles de Castres, d'Albi, de Graulhet, voire de Toulouse et de Sète. En même temps qu'il soulage matériellement certaines familles, cet exode concrétise la solidarité ouvrière sur le plan régional.

L'aide aux grévistes se manifeste sous des formes multiples. Aide locale de la population mazamétaine et des paysans des environs. Aide des mineurs de Carmaux, des verriers d'Albi, des vigneron languedociens. Aides plus lointaines aussi : de Paris et de maintes villes françaises...

La violence apparaît sporadiquement à partir de la mi-février. Elle aura tendance à se développer avec l'accroissement des forces de l'ordre qui finiront par monter à 1.600 gendarmes et soldats. Les non-grévistes sont malmenés. Des femmes se couchent devant les charrettes pour empêcher l'expédition de la laine et des balles de laine sont éventrées. On s'affronte parfois avec les gendarmes. Mais il n'y aura qu'un seul incident vraiment très grave, à l'extrême fin d'avril : un rocher d'une tonne et demie détaché de la montagne ira crever le toit d'une usine — sans faire heureusement de victimes.

★★

Politiciens reillistes et politiciens républicains, qui s'étaient constamment disputé les faveurs de la classe ouvrière mazamétaine, faisaient bien piètre figure en face de cette grève qui les dépassait. Imperturbablement, les républicains affirmaient que Reille avait fomenté la grève et soutenait les grévistes. La première assertion était évidemment absurde. Quant à la seconde, elle se trouvait contredite par la position ambiguë que le journal reilliste *l'Union libérale* adopta constamment vis-à-vis de la grève. Et les tentatives de médiation du baron n'étaient dictées que par le souci de conserver son électorat ouvrier.

Les socialistes apportèrent aux grévistes un appui sans réserves. Mais leur impact restait faible. Avec beaucoup de sagesse, Jaurès, venu à Mazamet le 4 avril, se garda de toute propagande intempestive. Il se contenta de prêcher aux ouvriers l'unité dans la lutte et l'entrée dans la C.G.T.

L'adhésion à la C.G.T., précisément, devait constituer un facteur capital de la victoire ouvrière. Isidore Barthès le reconnaissait sans ambages, dès le 23 mars, en réunion syndicale : « Sans la C.G.T., la grève actuelle n'aurait pu résister ».

C'est à Paris, au début du mois, qu'avaient eu lieu ses premiers contacts avec les dirigeants de la Confédération. Il s'était laissé embringer par le sous-préfet dans une délégation auprès de Clemenceau qui, évidemment, n'avait abouti à rien. Par contre, les militants de la C.G.T. avaient organisé, en faveur des grévistes de Mazamet, un meeting au cours duquel il avait pris la parole ; et ils l'avaient assuré de leur concours total, matériel et moral.

Lorsque Barthès revint à Mazamet, Voirin, des cuirs et peaux, y avait déjà réalisé la fusion des deux syndicats de mégissiers et il poursuivait l'effort d'unification qui a été relaté plus haut.

A Voirin succéda Griffuelhes.

Lorsqu'il arriva, le 6 avril, il fut accueilli triomphalement à la gare et on le promena à travers la ville au chant de *l'Internationale*.

Dès le début de mars, il s'était penché sur le problème de la grève de Mazamet. Dans son journal *la Révolution*, il avait dénoncé comme une duperie la démarche effectuée auprès de Clemenceau : « Camarades grévistes, concluait-il, ne regardez pas du côté de Paris, regardez en vous : la solution nécessaire ne peut résulter que de votre action... ».

Son séjour d'un mois à Mazamet a certainement joué un rôle important dans la détermination des grévistes de tenir jusqu'à la victoire. Certes, jusqu'alors ils ne s'étaient pas mal tirés d'affaire. Ils avaient été habiles en déclenchant la grève au début de l'hiver, la saison de la plus grande activité. Habiles aussi en acceptant toutes les propositions de médiation, face à des adversaires intransigeants. Et ç'avait été une force pour eux que d'avoir pratiqué d'emblée une unité d'action sans faille, qui maintenant débouchait sur la fusion de leurs organisations.

Mais enfin la grève durait depuis trois mois. L'unanimité ne risquait-elle pas, un jour, de s'effriter ? Les exemples ne manquent pas de grèves longues et dures qui se sont terminées, malgré tout, par une « capitulation en rase campagne ».

C'est à cette heure où le destin est susceptible d'hésiter qu'arrive Griffuelhes. Tacticien chevronné — rappelons-nous les propos de Monatte rapportés par Edouard Dolléans ! (6) — il parvient à persuader les grévistes que la victoire est désormais à portée de leur main. Elle se trouve inscrite dans la hausse ininterrompue des cours de la laine. La résistance

patronale devient une aberration. Il reste un dernier quart d'heure à tenir, qu'il faut tenir à tout prix.

Grâce à Griffuelhes, ce dernier quart d'heure fut tenu. Et la victoire acquise.

Un mérite important de Griffuelhes — qu'il partage du reste avec les autres militants syndicalistes et socialistes — fut d'avoir fait abstraction de l'idéologie réactionnaire de la majorité des ouvriers mazamétains. De n'avoir vu en eux que des prolétaires dressés pour la défense de leurs conditions de vie et de leur dignité. A qui il convenait donc d'apporter un soutien sans réserves.

Jamais il ne se permit la moindre réflexion touchant les convictions politiques et religieuses des grévistes — on a déjà noté son propos concernant le jeûne du vendredi saint ! « Une insinuation mal comprise eût pu arrêter ou gêner le travail s'opérant dans les cerveaux sous l'influence de la vie et de l'action. »

Il lui était indifférent que Reille fût réélu ou non l'année suivante. Son regard allait bien au-delà de cette « péripétie ». En tout état de cause, les autres politiciens ne valaient pas plus cher : « Les ouvriers les pauvres diables ne doivent rien attendre des gros capitalistes à coffres-forts, qu'ils soient républicains, bonapartistes, protestants ou catholiques. Les ouvriers n'ont de salut à attendre que d'eux-mêmes, de leur travail ».

La grève de Mazamet était, pour lui, une grève exemplaire. Plus efficace que n'importe quelle théorie ou propagande, la lutte avait éveillé les ouvriers à une prise de conscience de leur exploitation par le patronat et de la complicité de l'Etat dans cette exploitation : « L'action, une fois de plus, aura été créatrice de vie et de pensée ; elle aura ouvert bien des cerveaux et dessillé bien des yeux ».

Lumières et ombres de l'avant-guerre

Dans le dernier chapitre de son livre, R. Cazals a suivi la vie de la communauté ouvrière de Mazamet jusqu'à la guerre. Cette période se subdivise en deux phases nettement distinctes : l'apogée des années 1909-1911, les difficultés de 1912 à 1914.

Auréolés par le prestige de la grève victorieuse des délaiteurs et unifiés désormais au sein de la C.G.T. : les syndicats mazamétains s'efforcèrent, de 1909 à 1911, d'imposer le principe de l'obligation syndicale. Ils y parvinrent dans une large mesure, puisque, au début de 1912, le taux de syndicalisation atteignit 65 % dans les trois industries principales du bassin de Mazamet — contre 20 à 25 % de 1904 à 1909. Il était pratiquement aussi élevé chez les femmes que chez les hommes. Parmi les Bourses du Travail du département du Tarn, c'était celle de Mazamet qui comptait les effectifs les plus importants.

Sur le plan économique, la conjoncture était alors particulièrement favorable. Raison supplémentaire pour les patrons, échaudés par leur échec de 1909, de chercher à éviter toute grève. Les syndicats allaient même parfois jusqu'à les mettre à contribution pour forcer leurs ouvriers à se syndiquer ! Ils intervenaient aussi, fréquemment, dans l'organisation du travail à l'usine — au point qu'un grand patron pouvait écrire : « Nous en sommes au point de ne plus être maîtres chez nous... C'est le troisième ou plutôt le quatrième état qui envahit tout et met la main sur tout... ». Et les contrats collectifs conclus en 1910 pour trois ans dans les différentes corporations fu-

(6) « La qualité éminente de V. Griffuelhes est d'avoir été un tacticien. Lorsqu'une grève éclatait, Griffuelhes arrivait sur les lieux ; en quelques heures, il avait démêlé la situation dans laquelle, m'a dit un jour Pierre Monatte, « nous barbotions » (*Histoire du mouvement ouvrier*, t. II, 2^e partie, ch. II).

rent autant de victoires ouvrières. Griffuelhes, dont R. Cazals signale la présence à Mazamet en octobre 1909 et en mars 1910, n'a peut-être pas été étranger à certains de ces succès.

**

Les années 1912-1914, par contre, furent des années de malaise.

L'élection d'Isidore Barthès et de huit autres syndicalistes comme conseillers municipaux sur une liste reilliste, en octobre 1912, fut à l'origine d'une scission, numériquement peu importante, mais qui, par les controverses qu'elle suscita, affaiblit le mouvement ouvrier mazamétain. Barthès et ses amis s'étaient-ils fait manipuler par la droite désireuse de briser l'unité ouvrière qui constituait un danger économique immédiat pour les industriels reillistes (7) et à plus long terme peut-être un danger politique pour la dynastie des Reille? (8). Les ouvriers du bâtiment, fondateurs de l'organisation scissionniste, avaient-ils été, pour leur part, les dupes des industriels républicains, intéressés eux aussi à l'affaiblissement du mouvement syndical? Toujours est-il que, selon la remarque de R. Cazals, « la bourgeoisie conservatrice et la bourgeoisie radicale agissaient objectivement comme complices ».

Tout en regrettant l'étrange initiative de Barthès et de ses amis, les dirigeants départementaux et nationaux de la C.G.T. avaient désavoué les scissionnistes. Et le congrès extraordinaire de l'U.D. du Tarn tenu en mai 1913 à Mazamet, sous la présidence de Georges Dumoulin, leur avait enjoint de dissoudre leur organisation et de réintégrer la Bourse du Travail. Mais les dissidents ne devaient le faire qu'en 1917.

Le renouvellement des contrats collectifs de 1910 allait donc s'opérer dans un climat grandement détérioré par ces controverses. On était, en outre, sous le coup de deux échecs en 1912 dans des conflits mal engagés. Aussi les patrons, et dans le délainage plus particulièrement, purent-ils pratiquement imposer leur loi.

**

Quelques mots encore pour évoquer la position des syndicats de Mazamet par rapport aux tendances qui divisaient alors la C.G.T. Au lendemain même de la grève, Griffuelhes avait pu caresser l'espoir qu'ils rejoindraient le camp des syndicalistes révolutionnaires : « Ils ont du tempérament, puis leur milieu est tel, leurs adversaires sont si riches, leur misère est si grande, qu'ils ne peuvent être des modérés ».

C'est pourtant du côté des réformistes qu'ils se rangèrent. Dès les années 1909-1911, ils ne suivaient qu'en traînant les pieds les campagnes de la C.G.T. pour l'antimilitarisme ou contre la répression en Espagne. En décembre 1912, ils refusèrent de participer à la journée de grève générale contre la guerre,

(7) R. Cazals indique en effet que le danger social commençait à faire glisser les fils des « patrons républicains » vers l'Action française et les listes reillistes.

(8) Aux élections législatives de 1910, le pourcentage des voix socialistes s'était considérablement accru dans le bassin industriel de Mazamet (+ 92 % par rapport aux législatives de 1906). Cet accroissement s'était réalisé aux dépens du candidat radical, mais surtout du baron. Le candidat socialiste n'arrivait, malgré tout, qu'en troisième position, avec 18 % des voix (11 % pour l'ensemble de la circonscription).

décidée par la C.G.T. et en 1913 de s'associer à la campagne contre la loi des trois ans.

On a l'impression qu'en 1909 la classe ouvrière de Mazamet s'était, en quelque sorte, haussée au-dessus d'elle-même et que, maintenant, les « pesanteurs sociologiques » prenaient leur revanche.

J'avais demandé à Rémy Cazals s'il ne pourrait éventuellement broser, pour les lecteurs de la R.P. une mise au point actuelle sur le syndicalisme de Mazamet. « Hélas ! m'a-t-il répondu. Cela ne va pas du tout. Mazamet connaît une crise sans précédent ; chaque mois des usines ferment ; les syndicats en supportent les conséquences. Peut-être, un jour, y aura-t-il quelque chose de plus enthousiasmant à dire ! »

Espérons-le avec lui ! Car, une fois refermé son ouvrage, on se résigne mal à considérer comme définitivement éteinte la grande flamme de 1909.

Y. DELAUNAY.

« Les ouvriers, les pauvres diables, ne doivent rien attendre des gros capitalistes à coffres-forts, qu'ils soient républicains, bonapartistes, protestants ou catholiques. Les ouvriers n'ont de salut à attendre que d'eux-mêmes, de leur travail. »

V. GRIFFUELHES
à Mazamet, le 8 mai 1909.

Lisez l'ouvrage de Rémy Cazals :

Avec les ouvriers de Mazamet
dans la grève et l'action quotidienne
1909-1914
(F. Maspéro, éditeur)

... et dans la foulée de cette lecture, souscrivez à la réédition de la brochure de V. Griffuelhes :

L'ACTION SYNDICALISTE

en envoyant sans tarder la somme de 17 F aux
EDITIONS SYNDICALISTES
21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
C.C.P. 21764-88 D PARIS

Pour que vive la coopérative

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

si vous ne l'avez déjà fait
souscrivez aux actions
de 10 F.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Si nous voulons vraiment comprendre l'enjeu réel des polémiques actuelles autour du nucléaire, il ne faut jamais oublier que c'est avec l'explosion de la bombe d'Hiroshima que nous sommes entrés dans l'ère atomique. Cet épisode majeur de la seconde guerre mondiale introduisait un élément nouveau dans la pensée stratégique des grandes puissances. Désormais l'anéantissement total de l'adversaire devenait une très réelle possibilité, à condition que le chef de l'Etat soit déterminé à utiliser l'arme suprême. A condition aussi qu'elle soit totalement et constamment à sa disposition sans risque d'interférence populaire ou politique. A condition surtout que le pays conserve une capacité de riposte suffisante après avoir subi une première attaque massive. C'est, aujourd'hui encore, le cas des Etats-Unis qui, selon un article paru dans le *Scientific American* d'octobre 1978, disposent d'un armement beaucoup plus efficace et précis que l'Union soviétique. La flotte sous-marine des Etats-Unis serait notamment très supérieure par ses performances, sinon par son importance numérique, à celle des Soviétiques. Mais, dans ces conditions, le risque de destruction mutuelle est devenu si grand pour les principaux adversaires que s'est établi le régime, que nous connaissons, d'équilibre de la terreur, de dissuasion réciproque, qui se maintient depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce dangereux équilibre qui n'exclut pas le risque de guerres conventionnelles limitées, comme on l'a bien vu depuis la première guerre d'Indochine, risquait et risque encore à tout moment d'être détruit par la prolifération des armes atomiques, prolifération que les deux grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique, font de leur mieux pour limiter, sans toutefois y parvenir totalement.

MISE EN GARDE DES SAVANTS

Les savants américains qui avaient mis au point la bombe atomique furent, dans leur immense majorité, les premiers à mettre en garde leur gouvernement, et les peuples du monde entier, contre les dangers de l'ère nucléaire. Le perfectionnement et la prolifération des armes atomiques préparant l'éclatement — inévitable à la longue — d'un conflit nucléaire débouchant sur l'anéantissement probable de l'humanité et peut-être même de toute forme de vie consciente sur la planète terre. Le gouvernement du général Eisenhower, qui était soucieux de maintenir, sinon le monopole du moins la supériorité atomique de son pays comme soutien de sa suprématie économique, politique et militaire, chercha une réplique à l'argumentation anti-nucléaire des savants atomistes. Il crut la trouver dans le développement de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, dont on annonça, à grand renfort de publicité, qu'elle produirait des merveilles. Il n'est pas sûr que les conseillers du gouvernement américain en cette matière croyaient eux-mêmes à la possibilité, au caractère pratique et économique d'une telle utilisation des divers types théoriquement réalisables, de réactions nucléaires. Mais c'était une excellente parade à la thèse pessimiste, apocalyptique des adversaires de la poursuite des expériences et des explosions, thèse

qui, si elle s'était imposée, aurait compromis la fabrication de nouvelles armes atomiques et la stratégie nucléaire dans son ensemble. Les Etats-Unis d'abord, puis les autres puissances nucléaires à leur suite, se lancèrent donc allègrement dans la voie qu'on avait pompeusement baptisée celle de l'atome pour la paix, voie qui nous a menés à la situation actuelle. Celle-ci est caractérisée par l'incertitude qui règne en Amérique — mais il n'est pas nécessaire de faire un bien grand effort d'imagination pour voir à quel point tout cela est également vrai pour la France — sur les points suivants :

1. — Quelle est l'importance et la nature exacte des risques d'irradiations fatales que courent les populations, en cas d'accident survenu aux installations nucléaires actuelles, ou même résultant de leur fonctionnement normal ?

2. — La mise en service de réacteurs de type nouveau dits *breeder reactors* (surrégénérateurs) encore insuffisamment mis à l'épreuve n'entraînerait-elle pas des risques considérablement accrus pour les populations et le milieu ambiant ?

3. — Le coût réel de la production de l'énergie nucléaire n'est-il pas tel que les compagnies privées commencent déjà à s'en détourner ? Construire des usines nucléaires, supposant d'énormes investissements en installations fixes, en réseaux de distribution, en systèmes, encore inexistantes, destinés à l'élimination de quantités croissantes de déchets radioactifs, n'est-il pas une façon bien compliquée et dispendieuse de faire bouillir de l'eau pour actionner les turbines qui produiront de l'électricité ?

4. — Le coût politique et social de la stratégie et de l'énergie nucléaires, finalement, ne se sera-t-il pas intolérable ? En effet le choix nucléaire ne suppose-t-il pas le renforcement du centralisme et de l'autoritarisme de l'Etat ?

NUCLEAIRE ET DICTATURE

Ce dernier point retient tout particulièrement l'attention des éléments progressistes et éclairés de l'opinion américaine. Barry Commoner, l'un des écologistes américains les plus influents, qui prononça un discours très remarqué à la manifestation anti-nucléaire du 6 mai 1979 à Washington, montrait dans un récent article du *New Yorker* la gravité du risque que la politique nucléaire faisait courir aux institutions démocratiques et à la liberté des citoyens. Directeur du Centre d'Etudes de la Biologie des Systèmes Naturels à l'Université Washington de Saint-Louis au Missouri, le Professeur Commoner n'est ni un marginal, ni un fanatique, ni un démagogue. C'est en toute objectivité qu'il indiquait à ses compatriotes que la voie nucléaire les conduisait inévitablement vers une sorte de dictature militaire. En effet les investissements nécessaires à la mise au point et à la future mise en service des *breeder reactors* suppose d'abord la concentration du contrôle des sources d'énergie existantes dans les mains d'un petit nombre de grandes compagnies. Déjà onze des plus grandes compagnies pétrolières possèdent 51 % des réserves connues d'uranium et une proportion importante des gisements de charbon des Etats-

NOUS AVONS REÇU :

Classes laborieuses et révolution

de Simon RUBAK (Spartacus - 21 F).

Le nouvel ouvrage de notre ami Simon Rubak apporte des clartés qui nous manquaient sur « les classes laborieuses ». Nous avons trop l'habitude de dire « la classe ouvrière » alors que celle-ci n'est qu'une partie du prolétariat, à savoir les travailleurs manuels salariés de l'industrie. Les hommes et les femmes dont le travail est exploité sont plus nombreux et plus divers. Rubak étudie leur mode d'exploitation dans les secteurs du commerce, de l'agriculture, des occupations ménagères, des fonctions publiques, des professions libérales et même chez les professionnels des lettres, des arts et des sports.

Bien entendu, il en tire des conclusions pour la lutte contre le système actuel d'exploitation du travail sous toutes ses formes, et par conséquent pour la révolution sociale.

Nous n'avons fait qu'aborder le sommaire du livre de Simon Rubak. On en voit déjà l'intérêt et l'originalité. Après lecture, nous en donnerons un compte rendu plus complet.

Une pensée anticoloniale

de Charles-André JULIEN. Positions 1914-1979.

Présentation de Magali Morsy. Editions Sindbad, 1 et 3, rue Feutrier, 75018 Paris - Prix : 68 F.

Les éditions Sindbad sont spécialisées dans les publications concernant le monde islamique. Elles viennent de publier un recueil des principaux écrits que, de 1914 à aujourd'hui, Ch.-A. Julien a consacrés aux problèmes de la décolonisation.

Ch.-A. Julien est un ami de toujours de la R.P. J'ai retrouvé récemment, dans une R.P. de 1926, un article de lui sur l'affaire Matteotti. Je me souviens avec quelle simplicité souriante il avait accepté, en décembre 1952, sur l'invitation de Monatte, de venir nous parler de la crise nord-africaine au Cercle Zimmerwald. Il venait alors de faire paraître son très important ouvrage *L'Afrique du Nord en marche*, dont une réédition a été faite en 1972.

Le livre qui paraît aujourd'hui retrace l'infatigable combat mené par Ch.-A. Julien en faveur de l'émancipation des peuples dépendants, et plus particulièrement de ceux du Maghreb. La prochaine R.P. lui accordera la large, la très large place à laquelle il a droit. Mais je tenais, dès maintenant, à en saluer la parution.

Y. D.

Unis. Mais comme l'exploitation des centrales nucléaires actuelles n'est pas rentable, l'Etat — c'est-à-dire l'ensemble des contribuables — sera obligé de se substituer aux affaires privées défailtantes, s'il veut poursuivre l'équipement du pays en *breeder reactors* utilisant les ressources considérables en plutonium — suffisantes pour alimenter l'industrie pendant un millier d'années — que ce système pourrait libérer.

La stratégie nucléaire et l'énergie nucléaire deviendront de plus en plus vulnérables aux accidents, aux risques de vol ou de sabotage, à mesure que l'importance des installations militaires et civiles des transports et manipulations, sur lesquelles elles reposent pour leur développement et leur fonctionnement, augmentera. La professionnalisation de l'armée, d'ores et déjà aux mains de techniciens spécialisés, pourra y éliminer en grande partie le risque de grèves ou d'interventions populaires. Mais pour assurer la sécurité des centrales nucléaires, il faudra multiplier les contrôles, les mesures de sécurité et, de proche en proche, instaurer une sorte d'état de siège qui placerait bientôt toute la réalité du pouvoir dans les mains des policiers et des militaires. La voie nucléaire conduit tout droit au cauchemar totalitaire imaginé par Georges Orwell dans son fameux roman d'anticipation, qui pourrait fort bien s'avérer prophétique à la date prévue : 1984.

LA CROISEE DES CHEMINS

Si l'on en croit Barry Commoner et les écologistes américains, nous sommes actuellement à la croisée des chemins. Tout semble indiquer que le gouvernement des Etats-Unis a choisi la voie nucléaire pour tenter de résoudre la crise de l'énergie. L'accident du 28 mars 1979 à l'usine de Three Mile Island, cependant, a lancé un cri d'alarme et a soulevé bien des questions qu'on ne saurait plus laisser sans réponse. Il semble aussi qu'aux Etats-Unis la course nucléaire va être sérieusement ralentie sinon totalement arrêtée ; c'est qu'il existe une autre option plus rationnelle, plus économique, plus sûre aussi, qui mise sur l'exploitation d'une source d'énergie inépuisable à l'échelle de notre univers : l'énergie solaire. Celle-ci pourrait, dans un délai de vingt-cinq ans, assurer la relève des sources d'énergie fossile en voie d'épuisement et rendre inutile le dangereux pari nucléaire. Les modalités d'une telle transition n'ont rien d'utopique ; et Barry Commoner dans l'article cité plus haut en donnait une description très détaillée et fort convaincante dont nous parlerons dans une prochaine lettre.

Pierre AUBERY.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
TÉL. : 607-02-06

Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

Autres pays : 6 mois, 50 F — 1 an, 100 F.

C.C.P. 734-99 Paris

PERMANENCES : le lundi de 15 à 17 h
le mercredi et le jeudi de 17 à 19h.

Prochaine réunion de

l'Union des Syndicalistes

le deuxième samedi de septembre
à 15 h 30.

**HAGNAUER REFUSE DE
« COMMUNIER EN ROND »**

On me demande (R.P. de mai 1979, p. 7) de compléter ma réponse à Descarsin... C'est cruel ! Car il me faut alors aggraver ma culpabilité d'incurable empêcheur de communier en rond. J'écoute avec une scrupuleuse attention les solides arguments de ceux qui mènent campagne contre le nucléaire, en précisant ses dangers présents et futurs. ... Ceux qui n'avancent que *des faits indiscutables* et des prévisions d'une forte probabilité.

Mais je reste insensible aux visions apocalyptiques, aux imprécations et aux slogans.

Comment discuter avec sérénité, lorsqu'obéissant au réflexe conditionné de l'américanophobie, une camarade — cependant cultivée, sincère et sérieuse — plaint implicitement les émirs arabes privés du pouvoir pétrolier et ces malheureux gens de l'O.P.E.P. qui tremblent lorsque « l'oncle Sam » élève la voix... et que Carter brandit la menace de guerre... « afin qu'ils ne puissent trop augmenter leurs prix... ». Répondre qu'une telle affabulation ne résiste pas à la plus simple information... et que Carter... « foudre de guerre »... est bien incapable de vaincre l'opposition du Congrès et de mépriser les réactions de l'opinion publique américaine ? Quelle audace sacrilège !

L'oncle Sam... c'est le Démon... c'est Satan... qui corrompt les âmes par les voies de l'esprit d'examen et du doute cartésien.

Pour Descarsin et Santeuil (R.P. de mai 1979)... la position en face du nucléaire est le SEUL critère valable pour apprécier nos convictions syndicalistes, libertaires, socialistes. Et cela provoquera une scission salutaire dans le mouvement ouvrier. Car le nucléaire est la cause essentielle du centralisme étatique, du fascisme, du totalitarisme technocratique, de la pollution politique... ce qui veut dire que ces maux et fléaux n'existaient pas avant l'éclatement de la première bombe atomique et la construction de la première centrale nucléaire.

Magnanime, Santeuil m'accorde un sursis. J'ai encore le temps de prendre parti... mais pas longtemps. Je serai frappé d'anathème si je n'obéis pas à de telles injonctions.

Hélas ! mon futur n'ira pas bien loin. Comme l'autre... j'ai mon avenir derrière moi.

Que Descarsin et Santeuil fouillent dans ce passé... Ils y trouveront les preuves d'une opposition constante et têtue aux maux et fléaux que selon eux le nucléaire engendrerait.

Curieuse prémonition ! J'ai choisi... pas toujours la solution la plus réaliste et la plus intelligente... mais à certains tournants décisifs... jamais la plus facile et la moins dangereuse.

Et tel qui, avant 1939, m'accablait au nom de sa pureté doctrinale, n'oppose à la guerre que le silence de la sérénité... et de 1940 à 1944, alors que sévissaient le paternalisme de Pétain... et le nazisme... aux couleurs française de Doriot et Déat... préserva son intransigeance politique et idéologique par la prudence de l'attentisme !

R. H.

J'ai suivi avec intérêt le film et le débat Staline-Trotsky qui se sont déroulés à la T.V. le 15 mai 79.

On est passé très près de problèmes cruciaux.

L'excommunication de Staline, la réhabilitation de Trotsky, la dénonciation de l'absence de démocratie interne dans le P.C.F., tout cela était ultra-attendu et a dû bien faire plaisir aux journalistes et aux braves gens.

Elleinstein n'est pas Eisenstein. Le film était un véritable navet et les affrontements de personnes elles-mêmes qui étaient la matière du film, soigneusement escamotés. Quant au peuple russe, c'est le grand absent de ce film.

En fait ce qu'il aurait été intéressant de cerner, et les historiens très érudits qui étaient là auraient bien pu le faire, c'est ce qui s'est passé entre tout le pouvoir aux soviets (si cela a jamais existé) — tout le pouvoir au parti bolchevik — tout le pouvoir à Lénine.

A la mort de Lénine les jeux étaient faits et le conflit Staline-Trotsky peut être effectivement réduit (en poussant un peu) à un conflit de succession.

Il n'est pas du tout exclu que Trotsky s'il était venu au pouvoir, contraint par les circonstances, aurait abandonné l'internationalisme prolétarien et adopté la politique du « socialisme dans un seul pays ». Enfin toute supposition de ce genre est vaine.

A propos, de l'article de la R.P. de mai « L'auto-gestion à l'épreuve », n'est-ce pas précisément l'erreur des auteurs de cette expérience de n'avoir pas cherché à lancer des tentacules, à former un réseau, à susciter au moins l'ébauche d'une organisation ?

Je pose la question.

Je suis désolée que la R.P. soit obligée de réduire son volume et sa fréquence de parution. Je dois avouer que je n'ai jamais rien fait pour amener de nouveaux camarades.

Pourtant, je suis « jeune ». J'ai 36 ans. Mais quelquefois on se sent bien isolé.

Salut et espoir, camarades !

Geneviève BIGOT.

LA CHINE

A lire ou à relire, l'ouvrage de Robert LOUZON :

**Ses trois millénaires d'histoire
Ses cinquante ans de révolution**

15 F franco aux EDITIONS SYNDICALISTES,
C.C.P. 21764-88 Paris.

Les deux facteurs principaux de l'histoire de la Chine [ont été] la constante présence des Barbares nomades aux portes du pays... et l'existence d'un peuple qui, ignorant le « frein » de la religion... est toujours prêt à la révolte.

La révolte populaire [est d'ailleurs] souvent le fourrier de l'invasion étrangère, cependant que la contre-invasion chez les Barbares est souvent pour la Chine le moyen de mettre fin, au moins temporairement, à la lutte des classes.

R. LOUZON.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : PROPOS ACTUELS

(André Delmas, Karl Marx... et Charles Darwin)

Les camarades qui nous lisent connaissent le rôle éminent joué par le Syndicat national des Instituteurs dans la défense de l'idéal laïque. Cette organisation puissante qui vient d'arracher de substantiels avantages au gouvernement quant à la formation des maîtres ne serait pas devenue ce qu'elle est sans les efforts obstinés de quelques pionniers. André Delmas qui vient de mourir à 80 ans était l'un d'entre eux. Son nom est bien oublié aujourd'hui. Il fut pourtant de 1932 à 1940, secrétaire général du Syndicat et joua un rôle important dans la constitution du front populaire. Ses conceptions pacifistes et une erreur (ou une faute ?) politique contribuèrent à son effacement : André Delmas avait en effet cru devoir se tenir à l'écart de l'opposition syndicale active au régime de Vichy. Mais quoiqu'on puisse penser d'une telle attitude, il fut de ces militants qui contribuèrent à édifier la puissante organisation des instituteurs qui a le rare mérite de demeurer en dépit des vents et marées néo-staliniens indépendante, unitaire et démocratique, ce qui constitue une gageure dans le paysage syndical français. Des camarades plus chevronnés que moi évoqueront peut-être l'itinéraire d'André Delmas qui venait de publier quelques mois avant sa disparition un livre de souvenirs préfacé par Georges Lefranc « Mémoires d'un instituteur syndicaliste » (édition Albatros) mais il convenait de saluer dans cette chronique la mémoire de ce serviteur du combat laïque.

André Delmas participait à la rédaction de la revue « Syndicats » qui rassemblait un certain nombre de militants soucieux de combattre l'influence du P.C.F. à l'intérieur de la C.G.T.

Le problème n'est pas nouveau et le cléricanisme qui conduit certains hommes à se proclamer maîtres de vérités, une tentation permanente.

Marcel Martinet dans « Culture prolétarienne » avait écrit dès les années 30 des remarques toujours actuelles sur ce cancer qui rongé périodiquement le mouvement ouvrier. Dans le numéro 123 du « Nouvel Observateur » sous le titre « Encore un effort... camarades » de même, l'historien François Furet met en accusation le messianisme qui caractérise trop souvent la gauche française. Certes, avec les « nouveaux philosophes » (dont l'innovation se limite à accoler une épithète au substantif qui les identifie) le procès légitime de l'idéologie est à la mode. Mais l'analyse de François Furet va bien au-delà des vaticinations de quelques jeunes gens réactionnaires en mal de célébrité quand il suggère que les concessions faites par les « révolutionnaires professionnels » à la réalité — aux événements historiques — passent à côté de ce qui fait de l'idéologie un système : elles ne touchent pas à sa structure et notre auteur de citer comme illustration de cet aveuglement le concept de « culte de la personnalité », exemple-type de pseudo-explication à propos de laquelle je défie tout marxiste conséquent d'y retrouver son enfant. « ... Donc chloroformer les causes pour pouvoir garder le culte de l'idée écrit François Furet. La terreur n'est pas dans Lénine : c'est la faute à l'intervention. Le goulag n'est pas lié à la collectivisation

(étatique) des moyens de production : c'est sa déviation... » Marchais, ses sbires et ses fidèles qui ont la foi du charbonnier ne « raisonnent » pas autrement quand ils claironnent que le bilan de l'URSS est « globalement positif » : il est bon en dépit de ses mauvais côtés et un congrès, en conséquence, qui ferme les perspectives de l'union des forces populaires s'intitule par la grâce et le bon plaisir idéologique du secrétaire général du P.C.F. « un congrès de l'ouverture » quand celui-ci écrit dans « le Monde ».

Cet état d'esprit explique pour une large part le cynisme qui déshonore l'aparatchiki et le somnambulisme qui aliène « l'intellectuel » quand tous deux « se penchent » sur le prolétariat exploité mais il existe peut-être une explication plus profonde. Le libéralisme économique qui invoque les « lois naturelles » du marché et le marxisme en faisant de l'incontestable lutte des classes le moteur de l'histoire sont en effet deux doctrines qui ont en commun d'être fondées sur la notion de la « lutte pour la vie ». Ce fait n'est pas un hasard si l'on considère qu'elles sont profondément imprégnées des théories de Charles Darwin, cet ancien pasteur rigoriste, auteur génial de « L'Origine des espèces » qui met en évidence l'existence de l'évolution.

Mais le schéma darwinien n'est-il pas périmé dès lors que l'homme par sa culture domine et dépasse les contraintes écologiques ? La sélection plus qu'éliminatoire est diversifiante et conquérante et s'oppose à l'évolution spécialisante aveugle : celle de l'abeille, par exemple, dont le comportement est inscrit dans l'acide désoxyribonucléique. Avec l'homme, la vie prend conscience d'elle-même. Grâce à l'acquis qui l'oblige à chaque génération à acquérir et développer l'héritage culturel de la précédente, Marx observait déjà que le plus humble architecte de l'humanité future échappe au poids de la fatalité et accède à la liberté voire à la responsabilité.

Dans le triste été 1914, le prolétariat « ne campe plus dans la nation » mais se précipite « la fleur au fusil » dans les tranchées de Verdun pour sauver celle-ci de l'incendie allumé par les maîtres de l'argent. Victoire du capitalisme « qui porte la guerre comme les nuées l'orage » ? Bien sûr, mais ne serait-ce pas aussi que le processus d'intégration sociale prédomine dans l'aventure humaine sur la conscience de classe ?

Plus encore que Marx et ses épigones, Darwin serait alors en cause.

Le polymorphisme est devenu, semble-t-il, une réalité biologique. Le processus de spéciation qui, à terme, pouvait aboutir à la constitution de nouvelles espèces est, du moins chez l'homme, stoppé. Même Hitler a échoué dans son rêve paranoïaque de créer une race pure. L'hématologie géographique (l'étude des « marqueurs sanguins » selon les régions) démontre que nous sommes tous les métis de quelqu'un. Biologiquement un juif polonais est plus près d'un Polonais non juif que d'un juif non polonais. La structure de l'humanité n'est pas raciale mais populationnelle et quand deux ethnies se rencontrent si trop souvent elles se font encore la guerre, plus sûrement elles font toujours l'amour...

Le polymorphisme biologique dont nous mesurons à peine les conséquences, doit s'accompagner si l'on veut éviter le suicide désormais possible de l'humanité d'un polymorphisme culturel dans les domaines de la pensée et de l'action. Est-il utile de souligner combien il s'identifie parfaitement à l'idéal laïque qui préconise tolérance et liberté même s'il remet profondément en cause le schéma marxo-darwinien sur lequel vit encore le mouvement ouvrier. Le débat est lancé...

Jean MOREAU.

CEUX QUI S'EN VONT

MARCELLE COSTENTIN

Qui a connu Marcelle Costentin dans les luttes syndicales de l'enseignement, dans le mouvement ouvrier en général, n'est pas près d'oublier sa haute et forte silhouette. Elle vient de nous quitter, le 21 mai, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

C'était une militante courageuse et une femme de caractère. Elle fut un redoutable debater.

Son fils, qui nous fait part de sa fin qui fut sans souffrance, y joint, en manière d'épithète, cette citation du poète suédois Jacobsen : « ... le souvenir sera désormais la seule part du monde des hommes qui sera mienne. Rien que le souvenir et rien de plus ».

Oui, rien de plus. Mais, dans notre souvenir, dans le souvenir de tous ceux qui l'ont connue sur les tribunes ou dans l'action, ou simplement dans l'amitié, la part de Marcelle Costentin restera grande.

R. G.

FELIX RIVIERE

Cet ancien abonné de la R.P., Félix Rivière n'est plus. Il nous a quitté le jeudi 31 mai au centre post-médical du Luc (Var) où il était entré à la suite d'une grave intervention chirurgicale subie l'an dernier. Il n'y eut pas d'obsèques car il avait fait don de son corps à la Faculté.

A 72 ans, ce militant enthousiaste, toujours jeune, a disparu laissant là où il a agi le souvenir du camarade toujours prêt à l'action au service de la classe ouvrière en collant des affiches, distribuant des tracts ou prenant la parole.

Son activité fut à la fois syndicale et politique.

Ayant passé sa vie professionnelle dans les services hospitaliers de Lyon, section radiologie, il fut le responsable syndical C.G.T., puis F.O. après 1947 où il joua un rôle national. Il diffusait en outre, inlassablement un bulletin sans prétention à parution qu'il aurait voulu régulière et mensuelle.

Au plan politique, il fut longtemps trotskyste et, après l'épreuve moyennageuse du P.S. jusqu'en 1970, il adhéra à ce parti. A l'âge de la retraite, il rejoignit ses enfants, à la Londe-les-Maures où il militait avec son gendre à la section du P.S. tendance C.E.R.E.S.

La R.P. salue la mémoire de Félix Rivière et dit sa solidarité à son épouse, ses enfants et petits-enfants dans l'épreuve qu'ils traversent.

A. BARDIN.

Le manque de place nous oblige à reporter l'article d'Yvette Pierre sur Félix Rivière.

PAUL REBOURS

Paul Rebours est décédé le 10 août 1977 à Saint-Calais.

Rebours fut l'un des pionniers du syndicalisme universitaire dans la Sarthe et probablement le premier secrétaire du syndicat des instituteurs dans ce département.

Inquiété dès 1917, pendant la Grande Guerre, pour sa correspondance pacifiste avec Hélène Brion, il eut à défendre ensuite l'organisation contre le noyautage des amicalistes. Elu secrétaire corporatif du Bureau fédéral avec les camarades du Maine-et-Loire au congrès de Tours (1919), malgré sa mauvaise santé, il animera alors l'efficace campagne contre les classes surchargées, le licenciement des intérimaires de guerre et la répression féroce qui frappait les camarades « défaitistes ».

Il resta secrétaire ou au Bureau du syndicat de la Sarthe jusqu'à la réunification CGT-GGTU (1935).

Vieilles histoires penseront les camarades plus jeunes ! Mais ce sont les militants de l'époque et de la lignée de Rebours — Bouët, Dommanget, Serret, Aulas et beaucoup d'autres — qui donnèrent sa force au syndicalisme universitaire révolutionnaire et ses lettres de noblesse à notre Fédération.

A ceux qui l'ont connu — à ses amis — Paul Rebours laisse l'image d'un militant courageux, persévérant, d'une rectitude absolue dans ses idées et le souvenir d'un ami exceptionnel, toujours prêt à se dévouer, sensible et fraternel.

Marcel GESLIN.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MAI 1979

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.560	
Abonnements de soutien	3.465	
Souscription		5.025
Vente au numéro		235,86
		<hr/>
Total des recettes	8.730,86	
En caisse au 1 ^{er} mai 79	5.182,42	
		<hr/>
		13.913,28

DEPENSES

Editions polyglottes :		
2 acomptes sur trimestre échu	10.000	
		<hr/>
Total des dépenses	10.000	
En caisse au 31 mai 79	3.913,28	
		<hr/>
		13.913,28

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

P. Rimbart (75018), 100 ; V. Gambau (11170), 100 ; Dupuy (75014), 180 ; Charriaud (75011), 100 ; Malfatti (75020), 100 ; Hagnauer (92), 100 ; Bureau (92), 115 ; Rubak (75017), 100 ; Y. Nicaise (78), 1.000 ; Delage (36), 100 ; Peyre (42), 300 ; Mme M. Léger (74200), 100 ; R. Calvel (75013), 100 ; synd. FO DGE (75008), 200 ; G. Vedel (75016), complt 50 ; Colette Mailland (92), 100 ; union des syndicalistes (75013) 400 ; E. Chevaucé (22), 100 ; Mlle M.A. Roudet (06), 100 ; Bénistant (72), 100.

SOUSCRIPTION

Padros (66), 50 ; A. Capelle (75020), 20 ; R. Boudet (75006), 50 ; L. Simon (93), 2.000 ; Preziosi (83), 50 ; R. Guilloré (83), 500 ; UDS (75013), 100 ; A. Milet (75015), 500 ; J. Hervé (37), 200.